1005

E.N.S.S.I.B.
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
DES SCIENCES DE L'INFORMATION
ET DES BIBLIOTHEQUES

UNIVERSITE
CLAUDE BERNARD
LYON I

DESS
INFORMATIQUE DOCUMENTAIRE

DOCUMENTS DE SYNTHESE

SUR

L'ECONOMIE DE LA CULTURE

Note de synthèse bibliographique

présentée par :

ANDZAMA Joséphine

Sous la direction de :

M. Jean-Michel SALAÜN
E.N.S.S.I.B.

1995

17

E.N.S.S.I.B.
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
DES SCIENCES DE L'INFORMATION
ET DES BIBLIOTHEQUES

UNIVERSITE
CLAUDE BERNARD
LYON I

DESS
INFORMATIQUE DOCUMENTAIRE

DOCUMENTS DE SYNTHESE

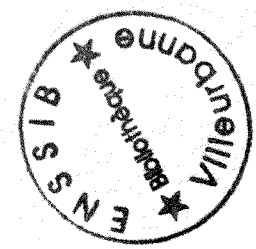
SUR

L'ECONOMIE DE LA CULTURE

Note de synthèse bibliographique

présentée par :

ANDZAMA Joséphine



Sous la direction de :

M. Jean-Michel SALAÜN
E.N.S.S.I.B.

1995

1995
ID
17

"Documents de synthèse sur l'économie de la culture"

RESUME :

A la fin des années 90, la production et la diffusion des biens culturels occupent une part si importante dans l'activité économique mondiale qu'il est désormais nécessaire d'envisager aussi la culture d'un point de vue autre que sociologique. En plus, l'évolution technologique dans la production des supports d'information et l'avènement du multimédia créent une forte concurrence sur le marché des biens culturels. Cela oblige les grands groupes impliqués dans le processus production-distribution à redéfinir de nouvelles stratégies. Le tout est soutenu par l'action des pouvoirs publics.

DESCRIPTEURS :

Economie, Statistique, Industrie, Production, Commerce, Marché, Consommation, Culture, Cinéma, Disque, Art, Musique, Audiovisuel, Danse, Livre, Bibliothèque, Archives, presse, Edition, théâtre, Archéologie, Télévision, Radiodiffusion, Phonogramme, Banque de données, Industrie information, Marché information.

ABSTRACT :

At the end of 1990s, the production and the distribution of cultural goods holds so an important part of the world economic activity than it's necessary to look the culture not only from the sociological angle. In addition, the technological evolution in medium production and the invention of multimedia create a great competition in the market of cultural products. That obliges different groups involved in the process production-distribution to revise their strategies. The State is not less active in the sector.

KEYWORDS :

Economy, Statistics, Industry, Production, Commerce, Market, Consumtion, Culture, Movies, Disk, Art, Music, Audiovisual, Dance, Book, Library, Archives, press, Publishing, theater, Archaeology, Television, Broadcasting, Phonogram, Databanks, Industry information, Market information.

SOMMAIRE

I- PRESENTATION DU SUJET 1
II- SYNTHESE 2
III- METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE 8
III 1- RECHERCHE PRELIMINAIRE 8
III 2- DETERMINATION DES MOTS-CLES 8
III 3- RECHERCHE MANUELLE 9
III 3.1- BIBLIOTHEQUE DE L'ENSSIB 9
III 3.2- BIBLIOTHEQUES DES 2nd , 3e CYCLES ET BIBLIOTHEQUE CENTRALE DES UNIVERSITES DE LYON II ET LYON III 9
III 3.3- BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE DE LA PART-DIEU 10
III 3.4- CENTRE DE DOCUMENTATION DE LA C.C.I. DE LYON 11
III 3.5- EXPLOITATION DES BIBLIOGRAPHIES D'AUTEURS ET AUTRES CATALOGUES 11
IV- RECHERCHE AUTOMATISEE 11
IV 1- RECHERCHE SUR CD-ROM 11
IV 1.1- CHOIX DES CD-ROM 11
IV 1.2- DESCRIPTION DES CD-ROM 12
IV 1.2.1- CD-ROM ELECTRE-BIBLIO 12
IV 1.2.2- LE CD-ROM BNF (Bibliographie Nationale Française) 14
IV 1.2.3- LE CD-ROM CD-THESE N° 2 14
IV 1.2.4- LE CD-ROM BNB 16
IV 2- RECHERCHE SUR LES BANQUES DE DONNEES EN LIGNE 17
IV 2.1- CHOIX DES BASES 17
IV 2.2- DESCRIPTION DES BASES 18
IV 2.2.1- LA BASE FRANCIS 18
IV 2.2.2- LA BASE LORIS 19
IV 2.2.3- LES OPAC DISPONIBLES SUR INTERNET 20
IV 2.3- ACCESSIBILITE ET INTERROGATION DES BASES 20
IV 2.3.1- LE SERVEUR QUESTEL-ORBIT 20
IV 2.3.2- LE SERVEUR UNIX 22
IV 2.3.3- LE SERVEUR GOPHER ET LE SERVICE TELNET 23
IV 2.3.4- SYNTHESE DES RESULTATS 24
IV 2.3.5- ANALYSE DU BRUIT 24
IV 2.3.6- ANALYSE DU SILENCE 26
IV 3- LOCALISATION ET OBTENTION DES DOCUMENTS PRIMAIRES 26
V- SELECTION DES DOCUMENTS : CRITERES DE SELECTION 27
CONCLUSION 28
BIBLIOGRAPHIE 29
LISTE A : selective 29
liSTE B : generale 35
GLOSSAIRE 42
ANNEXE 1 43
ANNEXE 2 45

I- PRESENTATION DU SUJET

La culture et les oeuvres culturelles font depuis longtemps l'objet de multiples approches : esthétique, psychologique, sociologique, notamment, qui s'intéressent spécialement au contenu des oeuvres, à leur réception par les publics et à ces publics eux-mêmes.

Mais, comment s'effectue la production culturelle ? Comment les produits culturels sont-ils conçus, choisis, mis en forme ou fabriqués, et enfin distribués ? Comment cette industrie est-elle organisée du point de vue stratégie des grands groupes ? Quel est l'apport de l'Etat dans cette branche d'activité ?

Jusqu'au début des années 70, la production culturelle n'avait jamais été abordée sous l'angle économique, comme si économie et culture étaient incompatibles. Aujourd'hui, de très nombreux travaux , lorsqu'ils n'ont pas fait la synthèse sur l'économie de tous les biens culturels, se sont intéressés à l'un ou plusieurs d'entre eux : cinéma, télévision, disque, livre, bibliothèque, banques de données, etc.

Face à une littérature aussi abondante et variée, notre sujet, "DOCUMENTS DE SYNTHESE SUR L'ECONOMIE DE LA CULTURE" nous amène à faire justement le point en repérant les documents statistiques ou factuels récents qui :

- traitent de l'économie de la culture en général, c'est-à-dire de toutes les composantes de la culture, ou de plusieurs composantes à la fois ;

- font l'étude approfondie de l'économie d'un bien culturel donné ;

le but étant d'en proposer éventuellement l'acquisition par la bibliothèque de l'ENSSIB. un sujet digne d'intérêt.

II- SYNTHESE[1]

Bien que l'année 1993 se soit révélée favorable pour la quasi-totalité des activités économiques culturelles, après trois années de stagnation, chaque secteur de cette industrie a connu des problèmes spécifiques liés à l'interdépendance entre les biens culturels. Celle-ci se traduit soit par une forte concurrence sur le marché, soit par des relations de complémentarité, entraînant des regroupements, ou alors une simple disparition d'acteurs.

* *
*

En ce qui concerne **l'édition des phonogrammes,** l'évolution croissante du CA des Maisons de Disques, soit 5 % en 1993, contraste avec le rythme lent observé au cours des années précédentes. Cette performance d'autant plus remarquable qu'elle s'inscrit, pour l'année 1993, dans un contexte économique difficile, est reliée à une évolution favorable des prix doublée d'une bonne tenue de la variété d'expression française. Le CA de 1993, évalué à 6 250 M F pour l'ensemble des 46 entreprises d'au moins 20 salariés, avec au total 3 500 travailleurs, a augmenté de 16 % l'an dernier, selon le bilan de la Fédération Internationale de l'Industrie Phonographique. Il s'est vendu l'année dernière pour 177,5 Mrds F de disques et de cassettes. Les compacts (1740 M F) supplantent le vinil qui disparaît progressivement des bacs : les ventes sont tombées à 40 M d'unités. En France, la reprise s'amorce doucement. Le marché frôle les 2 Mrds F (une hausse de moins de 1 %). Il est vrai qu'il y a de moins en moins de disquaires (2000 en 1980, 200 en 1995).

Pour tenter d'éviter leur disparition, le Gouvernement lance un plan de soutien aux investissements dans les commerces culturels (700 000 F de financement). Le dispositif concerne aussi bien les disques, les livres et le multimédia ; un véritable coup de pouce pour ce dernier dont le marché décolle et suscite l'attention du Gouvernement qui s'interroge sur la façon de financer son développement. Les éditeurs voudraient une baisse de la T.V.A. de 18,6 %, actuellement à 5,5 %, et une taxe pour les jeux vidéo. Il y a peu de chance qu'ils obtiennent satisfaction. En revanche, le Fonds de Soutien aux multimédia, sous l'égide du C.N.C., devrait être renouvelé et, des aides pour les entreprises vont être mises à l'étude.

Le secteur de l'édition de livres, qui totalise en 1993 400 entreprises avec un effectif salarié de 16 300 personnes, a vu son CA augmenter de près de 5 % malgré la diminution des nouveautés et rééditions, et l'évolution très modérée des prix ; Cette bonne performance s'observe alors que les tirages moyens, qui comptaient plus de 11 000 exemplaires 5 années avant, se chiffrent à 9 000 exemplaires seulement ; ce qui entraîne une détérioration des marges et des résultats. Le solde du commerce extérieur de la branche est de -9 M F et les investissements sont de 230 M F. Le prix du livre est réglementé et ce dernier bénéficie d'un régime fiscal privilégié au regard de la T.V.A. (5,5 %).

---

[1]. - Les données statistiques restituées dans la présente synthèse proviennent essentiellement des études sectorielles et autres documents consultés à la C.C.I. de Lyon.

Une dizaine de groupes dominent l'édition en 1993, et dont deux seulement ont une envergure internationale : Groupe de la Cité (avec un CA de 6 780 M F), Hachette Livres (avec un CA de 6 171 M F).

Longtemps limitée au livre, l'activité d'édition s'élargit désormais pour prendre en compte les nouveaux supports et les techniques multimédia.

Ce qui caractérise **le secteur cinématographique** en 1993 : un vivier de créations dynamiques mais, des entreprises de production dont la situation économique et financière serait alarmante. ***La production***[2] cinématographique est largement soutenue par les différentes aides de l'Etat et les obligations de financement de la production pour les diffuseurs. Ces derniers sont devenus les principaux acteurs du marché : premiers financiers et premiers demandeurs. L'évolution actuelle est marquée par une diversification des activités, le secteur s'intégrant aux différents autres secteurs de l'audiovisuel.

En 1991, les investissements se chiffrent à 3 120 MF pour un total de 1 552 entreprises d'au moins 20 salariés, avec 4 130 travailleurs, et une VA de 2 547 M F. Le CA du secteur est alors de 6,4 Mrds F et représente près de 9 % du CA global de l'audiovisuel. La France reste le premier producteur européen devant l'Italie. Elle réalise plus de 30 % de la production de la C.E.E.

La profession est fortement réglementée et le contrôle de cette réglementation incombe au C.N.C., établissement public placé sous la tutelle du Ministère de la Culture.

La politique marketing adoptée concentre les recettes sur peu de films. Les producteurs vont donc chercher à limiter le risque de production en s'appuyant sur des "valeurs sures" : les talents humains et notamment les acteurs dont la renommée va faire la publicité du film, le sujet du film en exploitant par exemple un roman à succès. Les média sont des partenaires essentiels de la promotion d'un film.

Pour ce qui est de ***la distribution***, deux événements ont marqué l'année 1993 :

- la création de la société de distribution Gaumont Vidéo Buéna Vista International (G.V.B.V.I.) qui résulte de l'association de Buéna Vista International et Gaumont, entraînant un vif redressement de la fréquentation des salles, dont aura d'ailleurs profité pleinement G.B.V.I. qui se voit hissée en tête de liste des distributeurs. Avec son actif, la distribution de plusieurs grands succès de l'année et un total d'entrées de plus de 31 M, G.B.V.I. devance largement ses concurrents directs. Ce résultat montre que les concentrations au sein de la distribution sont loin d'être terminées et continuent à accroître les inégalités entre les distributeurs.

- La chute de la fréquentation, l'extrême sensibilité du marché à l'offre de produits conduit à une concentration du CA du secteur au profit des plus grands. Les recettes (par distributeur-producteur) en 1993 se chiffrent à 1 748,0 MF. Le nombre d'entreprises (de distribution de film enregistrant des résultats d'exploitation au cours de l'année) est de 163 ; 4116 films ont été distribués, dont 381 pour la première fois.

---

[2]. - Voir aussi ANNEXE n° 1 : Profils Sectoriels : Production de films. Nov. 1994.

L'exploitation des salles de cinéma a connu une année 1993 remarquable sous bien des aspects. Dans un contexte de stagnation de la consommation des ménages, les recettes guichet se sont accrues de 15 % et la fréquentation est passée pour la première fois depuis 1987 au-dessus du seuil des 130 M d'entrées. Attribuable certainement au succès de quelques films américains mais aussi français, ce redressement ne signifie probablement pas un retournement de la tendance de long terme conduisant à la désertification des salles par les spectateurs. Mais, sur un marché considéré comme récessif, une année 1993 permettant une amélioration des résultats et du cash flow des entreprises, représente une bouffée d'oxygène pour les exploitants ayant à réaliser par ailleurs d'importants investissements pour adapter leurs salles à la demande du public

En 1992, on a 4 402 salles, 2 259 lieux d'exploitation, un CA de 3,772 MF pour 686 entreprises réunissant 5 666 salariés.

Les résultats du **secteur de l'édition-distribution de vidéo** sont en baisse en 1993. Les prix s'effondrent. Le marché est particulièrement concentré (la montée des ventes observée repose sur le succès de trois titres). Les difficultés proviennent de la rationalisation de la distribution des vidéo cassettes par les hypermarchés jusqu'ici principaux partenaires des éditeurs. La relance du secteur passe par la recherche de nouvelles structures et de nouveaux canaux de distribution. Le secteur représente 2,5 Mrds de CA avec 22 entreprises.

L'article 52 de la loi du 3-07-1985 étend le contrôle du C.N.C. aux activités d'édition et de diffusion vidéographiques. Mais, la forte croissance du marché de la vente et l'augmentation induite du nombre de cassettes mises sur le marché rendent la mise en oeuvre de ce contrôle difficile dans la pratique. Depuis 1992, une taxe de 2 % sur le CA des activités vidéo alimente le compte de soutien à l'industrie cinématographique géré par le C.N.C. Cette taxe s'ajoute à la T.V.A. majorée sur les locations de vidéocassettes préenregistrées.

Le taux d'équipement des ménages en magnétoscopes se situe en France loin derrière ceux du Royaume-Uni, des Etats-Unis et du Japon, tandis que sa part de marché européen de la vente est comparable à celle du Royaume-Uni. Ils représentent à eux deux plus de la moitié du marché européen, en 1993. Malgré la concentration de la demande sur certains titres, et donc sur certaines entreprises, les éditeurs restent éparpillés. C'est au niveau de la distribution qu' apparaissent des concentrations d'une part, et d'autre part, la mise en place de synergie entre les entreprises, afin de réaliser des économies d'échelle. Cette concentration se fait autour des plus forts (Warner, Fox, CIC, Gaumont Columbia Tristar, Canal Plus, TF1 Vidéo, Delta repris à 100 % par Philips). Deux sociétés, Buéna Vista Home Vidéo et Gaumont Columbia Tristar, représentent 40 % du marché de la vente vidéo.

Différentes stratégies sont élaborées pour remédier à la détérioration du marché :

- élargissement de la distribution en dehors de la grande distribution et des magasins spécialisés ;

- baisse des prix : Fil à Film s'est particulièrement distingué dans la pratique de cette politique ;

- obtention d'un délai raccourci entre la sortie des films en salle et leur vente en vidéo ;

- diversification des produits avec développement des cassettes hors cinéma (TF1 Vidéo).

La radio[3], dans un contexte de crise de la publicité, a enregistré en 1993 des résultats remarquables : progression très satisfaisante des recettes (+ 8 %), redressement de la part de marché face aux autres média. Cette évolution favorable devrait se poursuivre en 1994.

Au-delà des centaines de stations qui couvrent le territoire national, le secteur est très concentré et largement dominé par 4 grands ensembles en France qui drainent les deux tiers de l'audience : CLT (RTL), Europe 1 Communication, NJR et Radio France, et contrôlent l'essentiel des recettes publicitaires par l'intermédiaire des régies intégrées. En 1993, 1800 fréquences ont été exploitées ; les recettes publicitaires se sont élevées à 3 500 MF et la redevance destinée à la radio a été de 2 000 M F.

Les pouvoirs publics ont confié l'entière responsabilité de la réglementation des radios au C.S.A., en attribuant à ce dernier des pouvoirs dont la gestion et l'attribution des fréquences, le contrôle du droit de la commercialisation...

Sur le plan international, les radios françaises ont amorcé une diversification européenne, notamment pour des raisons de rareté. Même si le savoir-faire national dans ce domaine est un des plus performant, les concentrations à l'oeuvre chez les voisins amèneront dans les années suivantes l'émergence de concurrents très sérieux (Prisa en Espagne, Bertelsmann en Allemagne). Pour l'instant, C.L.T. (Compagnie Luxembourgeoise de Télévision) est le leader européen, appuyant ses positions en Europe ; Cette Europe où dominait le secteur public et dont l'ouverture s'est progressivement opérée vers le secteur privé. R.F.I. occupe le 8ème rang mondial. En outre, la France est un des rares pays à posséder des radios privées nationales.

A propos du **secteur télévisuel**[4], la croissance dans ***la diffusion des programmes*** s'est poursuivie en 1993 avec une progression sensible des recettes publicitaires et des abonnements de Canal Plus. Cette évolution favorable devrait se poursuivre en 1994. Le CA est estimé à 25,0 Mrds F, soit une augmentation de 5 % sur l'exercice 1992.

Les principaux groupes opérant en France : Canal Plus (avec un CA de plus de 8,6 Mrds F, France Télévision (F2 & F3, CA de 9 Mrds F), Métropole Télévision (M6, CA de plus de 1,5 Mrds F), et Télévision Française (TF1, CA de 7,7 Mrds F).

Le financement de la télévision repose en France sur trois types de recettes : la redevance, qui finance pour partie les chaînes publiques et dont le montant est fixé par les pouvoirs publics ; l'abonnement, paru en France en 1980 avec le lancement de la première chaîne à péage, Canal Plus ; et la publicité, qui est désormais la principale source de recettes des télévisions privées, tout en assurant une partie des recettes des chaînes publiques. La loi Carignon du 1er Février 1994 modifie actuellement la structure du contrôle financier des chaînes de télévision (détention possible par une même personne physique ou morale de 49 % du capital ou des droits de vote d'un service de télévision national hertzien (loi n° 94-88), contre 25 % au paravent.

---

3. - Voir aussi ANNEXE n° 2 : Profils Sectoriels : Radio et télévision.

4. - Voir aussi ANNEXE n° 2 : Profils Sectoriels : Radio et télévision.

Quant à ***la production des programmes***, il faut faire face à d'importantes difficultés économiques. La demande de programmes de chaînes augmente mais, celles-ci se tournent vers des programmes plus rentables (les émissions produites en interne ou le sport, par exemple). Une contribution au financement de la production indépendante leur est néanmoins imposée; Mais, c'est par le développement des nouvelles chaînes de télévision que le secteur espère trouver un second souffle. D'autre part les difficultés financières entraînent l'intégration et la diversification des activités, le maintien d'un secteur de production indépendant pourrait être difficile à l'avenir. Le CA de 1993 est estimé à 6 M F dont 80 % réalisés par le secteur de la production aidée. Le secteur totalise 360 entreprises et un effectif salarié de 5.000 personnes.

Malgré ce développement difficile, le volume des exportations des programmes français poursuit sa croissance en 1992, avec une augmentation de 33 % par rapport à 1991. Les ventes à l'extérieur représentent 390 MF. Depuis 1988, le volume des exportations a augmenté de 400 %. Malgré cette progression, le solde du commerce extérieur est négatif (-973 MF). Le marché français et, plus largement, le marché européen sont dominés par les productions américaines. La production européenne est insuffisante face à la croissance de la demande. 15 % des dépenses de programmes des chaînes européennes vont à l'achat de programmes américains.

Selon "*Les rapports du Sénat*", **La presse** connaît toujours une situation difficile alors que la concurrence des autres média ne cesse de se renforcer à son détriment. Elle est entrée dans une phase de mutation et de modernisation nécessaire qui conditionne son avenir.

Pour certains, sa situation est dramatique ; les chiffres témoignent de sa " mauvaise santé" économique : le tirage global des quotidiens nationaux et régionaux, qui s'était maintenu au-dessus de 11 millions d'exemplaires jusqu'en 1970, est descendu aujourd'hui en dessous de 10 millions d'exemplaires, alors que le nombre de quotidiens est passé de 94 titres à moins de 73. La presse magazine a quant à elle mieux traversé ces dernières années, mais, à présent, elle paie, elle aussi, son tribut à la crise.

Cette crise est due à la concurrence des autres média, en particulier à la télévision, avec laquelle elle partage les recettes publicitaires. Mais, les causes du mal sont aussi propres aux entreprises de presse elles-mêmes : coûts de fabrication et de distribution trop élevés, attention parfois insuffisante portée aux attentes des lecteurs.

Conscients de ces difficultés, les éditeurs de journaux tentent aujourd'hui de moderniser la distribution et la fabrication pour stabiliser le prix de vente des journaux afin d'attirer plus de lecteurs. Les pouvoirs publics peuvent faciliter ces adaptations nécessaires en accompagnant de telles initiatives ; l'appréciation de l'action gouvernementale vis-à-vis de la presse ne devant pas, d'après le Sénateur Jean CLUZEL, se limiter aux seules aides directes et indirectes figurant annuellement dans la loi des finances initiale. En effet, en 1993, le système d'aide traditionnel a été conforté par deux dispositifs particulièrement bienvenus : un plan d'aide exceptionnelle à la presse pour les entreprises touchées par la crise du marché publicitaire (quotidiens et hebdomadaires d'information générale, tant nationaux que régionaux) ; une aide à l'adéquation structurelle des entreprises de presse.

A ces mesures conjoncturelles nécessaires mais insuffisantes pour obtenir une amélioration durable de la situation de la presse française, est venue s'ajouter une aide structurelle de l'Etat dans le cadre d'un "plan social pour la presse parisienne". Dans les autres

pays européens, il existe des systèmes d'aide à la presse tels que "l'aide à l'investissement de la presse", les "tarifs préférentiels" etc.

Aujourd'hui, les entreprises de presse ont essentiellement besoin d'investir pour améliorer ou créer de nouvelles éditions (récemment : édition pour enfants). Il serait souhaitable, selon le Sénateur, de compléter le dispositif de l'article 39 bis par un système de prêts à taux bonifiés, à l'imitation de ce qui existe dans plusieurs pays d'Europe occidentale (Allemagne, Italie, Espagne, Grèce). Il convient, toujours selon J. CLUZEL, de s'interroger aujourd'hui sur les adaptations nécessaires pour que l'aide à la presse, qui doit être fondamentalement une aide au lecteur, corresponde effectivement à sa justification : l'accès à une information politique et générale pluraliste.

Les autres secteurs culturels, comme celui du marché de l'art, ont également connu des hauts et des bas. Si la Normandie a enregistré une baisse de 15 % pour les transactions en 1994, après une hausse en 1993 de 18 %, à Paris, le marché a été marqué par une nette augmentation des ventes au cours des 6 premiers mois de l'année, sur la lancée de la reprise constatée dès la mi 93. Mais, le rythme s'est tassé au second semestre et les professionnels ont attribué ce tassement à "l'attentisme des vendeurs" en période préélectorale : les incertitudes politiques et économiques n'encouragent pas les propriétaires à mettre sur le marché des grosses pièces. On a quand même vu passer deux tableaux de picasso qui ont dépassé 20 Mrds F et 3 sculptures qui ont atteint respectivement 10, 6,5 et 3,5 millions de francs.

Ce que les professionnels retiendront de l'année 1994, c'est l'adoption à la fin de l'année de la 7ème directive sur la T.V.A. sur les ventes fixée à 5,5 % dans toute l'Europe, un pas incontestable vers l'harmonisation du marché ; sauf pour la Grande-Bretagne qui a obtenu un régime dérogatoire lui permettant de limiter la T.V.A. à 2,5 %. En tout, les commissaires priseurs français estiment que pour l'art contemporain, les Britanniques bénéficient d'un avantage qu'ils chiffrent à 6 %. Dans ces conditions, Paris ne saurait rivaliser à armes égales avec Londres.

* *
*

Partant, la tendance générale est à la poursuite de la reprise constatée en 1993, même si le bonheur des uns fait le malheur des autres (concurrence entre presse et radio/télé en matière de recettes publicitaires); L'action gouvernementale en termes de réglementation et d'aide financière au secteur économique culturel reste appréciable et s'améliore de plus en plus. Il reste que dans certains secteurs, les acteurs doivent encore se mobiliser pour sortir du gouffre et préparer l'avènement des autoroutes de l'information qui n'épargneront aucun support d'information, aucun médium, aucun secteur économique culturel.

III- METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

III 1- RECHERCHE PRELIMINAIRE

Afin d'avoir une définition extensive des concepts "ECONOMIE" et "CULTURE", et de circonscrire le champ de notre recherche, nous avons consulté en premier lieu la documentation suivante dans la bibliothèque de l'ENSSIB :

- Encyclopaedia universalis corpus 6 : climatologie-cytologie. - Paris : Encyclopaedia Universalis Editeur, c1990
ISBN 2-85229-287-4

- Annuaire statistique de la France 1990 / dir. pub. Jean-Claude Milleron. - Paris : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, 1990. - vol 95
ISBN 2-11-065386-8

- Chiffres clés 1993 : statistiques de la culture / Janine Cardona, Chantal Lacroix. - Paris : La Documentation Française, 1993. - Annuaire réalisé par le Département des Etudes et de la Prospective du Ministère de la Culture et de la francophonie. Direction de l'Administration Générale
ISBN 2-11-002985-4

Cet état statistique dont la consultation nous a été recommandée par le Directeur de notre recherche s'est révélé très intéressant : il fait la synthèse de données chiffrées sur l'ensemble du domaine culturel, bien qu'à quelques composantes près (les banques de données, l'information). Il est intéressant aussi parce que fournissant en fin de chaque chapitre relatif aux statistiques sur une composante donnée de la culture, une liste de documents pertinents plus ou moins actuels, sous une rubrique intitulée "Pour en savoir plus" (Voir paragraphe sur la Recherche Manuelle : Exploitation des bibliographies d'auteurs).

L'exploitation des ouvrages sus-cités nous a conduits à retenir des mots-clés dont le nombre et la diversité n'ont d'égal que l'étendue du domaine couvert par notre thème de recherche : "ECONOMIE DE LA CULTURE".

III 2- DETERMINATION DES MOTS-CLES

Ayant obtenu des résultats voisins de zéro lors d'un premier essai d'interrogation de certaines bases de données en ligne et de certains cd-rom, avec la combinaison des termes "économie" et "culture" dans les équations de recherche, nous avons envisagé ces concepts dans leurs différents aspects ou composantes, en nous servant du Lexique PASCAL de l'année 1988, édité par le CNRS. Nous avons retenu :

DOMAINE ECONOMIQUE

- Economie
- Statistiques-Chiffres-Données chiffrées
- Commerce
- Marché
- Industrie
- Production
- Consommation

DOMAINE CULTUREL

- Culture	- Cinéma	- Musique	- Danse
- Disque	- Art	- Audiovisuel	- Phonogramme
- Livre	- Presse	- Edition	- Bibliothèque
- Information	- Théâtre	- Archéologie	- Archives
- Télévision	- Radiodiffusion	- Banques de données	

Etant entendu qu'une combinaison des termes du premier domaine avec ceux du second donne des vedettes-matières répondant à notre sujet de recherche.

III 3- RECHERCHE MANUELLE

III 3.1- BIBLIOTHEQUE DE L'ENSSIB

Pour repérer des publications plus récentes (parues en 1994-1995), les documents suivants ont été consultés, en nous servant des indices DEWEY récupérés sur les notices des références pertinentes sélectionnées pendant l'interrogation du CD-ROM ELECTRE-BIBLIO 1994) :

- Les livres disponibles 1995 : french books in print, sujets. - Paris : Editions du cercle de la librairie, 1994. - Vol. 1-2
  ISBN 2-7654-0574-3

- Bibliographie Nationale Française : livres. - Paris : Bibliographie Nationale de France, 1995. - N° 1-5, mensuel
  ISSN 1142-3250

- Livres de France. - Paris : Editions du Cercle de la Librairie, 1995. - Mensuel
  ISSN 0294-0019

Le premier document présente les notices signalétiques par thèmes ou sujets, dans l'ordre des indices de la classification décimale de DEWEY (CDD), avec un sous-classement alphabétique par noms d'auteurs et des index en classement secondaire. Très touffu, il ne se prête pas bien à une recherche bibliographique pure. Il sert plus au repérage d'ouvrages sur le marché ; il est d'ailleurs conçu à cet effet. C'est pourquoi nous avons surtout consulté les suivants et récupéré les titres qui nous ont paru intéressants.

Le dernier, quant à lui, sous sa rubrique "Livres du mois", donne les notices classées également par thèmes. Ceux-ci reprennent les intitulés des indices de la CDD qui indexent les notices. Sont ici répertoriées les nouveautés et les nouvelles éditions, à l'exception de celles ne bénéficiant pas d'une distribution régulière dans les points de vente du livre, tels que les ouvrages distribués exclusivement par correspondance. Il renferme deux tables alphabétiques de titres et auteurs.

III 3.2- BIBLIOTHEQUES DES 2nd , 3e CYCLES ET BIBLIOTHEQUE CENTRALE DES UNIVERSITES DE LYON II ET LYON III

Les deux premières sont des bibliothèques spécialisées en Sciences Economiques et Gestion. L'ensemble du fonds documentaire se compose de thèses, mémoires, monographies et

plus d'une centaine de titres de périodiques, tous placés en libre accès. On peut également faire des recherches à partir d'un catalogue manuel Auteurs et Matières. Il n'existe pas de catalogue Titres. Toute la gestion de ces deux unités documentaires est manuelle.

Le fonds d'ouvrages est classé selon le système de la CDU (Classification Décimale Universelle). Compte tenu du fonds disponible, nous avons effectué nos recherches dans les domaines suivants :

COTE	DOMAINE
31	Statistiques
338.44/45	Economie industrielle
65.8	Marketing
681.3	Informatique

Nous avons également sélectionné des titres de périodiques, dont nous avons feuilleté les collections sur place.

Sur le peu de documents pertinents trouvés, seuls deux ou trois étaient d'actualité et réellement intéressants. Notons cependant que les mêmes documents ont été repérés lors de l'interrogation de bases de données différentes.

La recherche dans le fonds documentaire de la Bibliothèque Centrale ne s'est pas révélée intéressante : nous n'avons presque rien trouvé de pertinent dans le fichier manuel signalant la quasi-totalité du fonds. Surtout que nous recherchions, non pas des ouvrages sur la théorie économique de la culture, mais des monographies faisant état des faits.

III 3.3- BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE DE LA PART-DIEU

Cette vaste bibliothèque de lecture publique ouvre l'accès à 1 650 000 documents (écrit, image, son), fonds couvrant tous les domaines du savoir.

Nos recherches ont été faites en partie dans la salle d'information générale où sont localisés les ouvrages sur divers sujets d'actualité, des ouvrages d'information et de documentation, plus de 200 titres de journaux et revues, presse nationale et étrangère, des dossiers de presse sur l'actualité, etc. Nous avons aussi recherché des informations économiques dans la salle des sciences localisée au deuxième étage.

Il faut signaler que la gestion du fonds documentaire est entièrement informatisée et les terminaux de consultation répartis dans les différentes salles nous ont permis de repérer et de localiser les documents. Notre recherche a été cependant essentiellement manuelle.

A toutes fins utiles, notons qu'il est possible d'interroger les banques de données en ligne, en prenant un rendez-vous ; ce service est payant. Il permet d'accéder aux fichiers d'autres bibliothèques (St.-Etienne, Médiathèque La Villette...)

III 3.4- CENTRE DE DOCUMENTATION DE LA C.C.I. DE LYON

Etant donné que nous recherchions une information chiffrée et / ou factuelle sur une branche d'activité économique donnée, nous avons pensé aux synthèses statistiques élaborées régulièrement par les Chambres de Commerce et d'Industrie, dans le cadre des études économiques sectorielles ou de branche entreprises par elles. En fait, cette institution, à cause de ses activités, est très renseignée sur les faits économiques, et ses publications sont fort intéressantes.

Pour choisir des sources d'informations à consulter, nous avons consulté entre autres :

- SIS : les sources d'information statistique. - APERIA Edition, 1993. - Tome 1

Cet ouvrage comporte 5 index dont ceux des mots-clés, des publications et des banques de données.

Nous avons sutout bénéficié de l'aide du personnel du Centre de Documentation qui a sélectionné pour nous, à partir de nos descripteurs, des documents qui se sont révélés assez complets et très pertinents.

III 3.5- EXPLOITATION DES BIBLIOGRAPHIES D'AUTEURS ET AUTRES CATALOGUES

Un aspect aussi essentiel de notre recherche manuelle a consisté à passer systématiquement en revue les bibliographies générales ou cachées d'auteurs d'ouvrages et/ou d'articles de périodiques que nous avons consultés. C'est le cas de l'annuaire "Chiffres clés 1993 : statistiques de la culture" signalé plus haut.

Par ailleurs, les documents suivants nous ont fourni des titres fort interessants :

- Catalogue des livres et périodiques parus en 1994. -Paris : La Documentation Française, 1995.

Ce document recense et signale tous les ouvrages et périodiques édités ou diffusés par la Documentation Française, du 1er Janvier au 31 Décembre 1994. Les parutions sont classées pae thèmes dont l'économie, la culture et la communication.

- Liste des livres et périodiques sur le thème "Communication [et] Culture". -Paris : - La Documentation Française, 1995. - n° 8 (liste arrêtée au 1er Mars 1994).

IV- RECHERCHE AUTOMATISEE

IV 1- RECHERCHE SUR CD-ROM

IV 1.1- CHOIX DES CD-ROM

Pour sélectionner les CD-ROM à consulter, nous avons exploité les documents suivants :

- Annuaire du CD-ROM : les titres français / Jeannick Scolary. - 5e éd. - Paris : A JOUR, 1994. - Réalisation [du] Centre Documentaire d'A JOUR
ISBN 2-903685-56-8

Ce "premier annuaire des titres CD-ROM français" répertorie les CD-ROM par thème, notammenten Economie, Culture, annuaires-Banques de données, Presse-Actualités-Publications. Il est disponible dans la salle de référence de la bibliothèque de l'ENSSIB ;

- Liste des CD-ROM consultables à la bibliothèque de l'ENSSIB.

IV 1.2- DESCRIPTION DES CD-ROM

IV 1.2.1- CD-ROM ELECTRE-BIBLIO

Contenu : Texte, références bibliographiques.
Ce document renferme le contenu de la banque de données en ligne du Cercle de la Librairie, soit 350 000 titres disponibles ou en cours de publication, publiés par 10 000 éditeurs et diffuseurs de langue française. Les notices bibliographiques sont proposées dans 7 formats différents dont l'UNIMARC, le LC.MARC et le BL. MARC, avec une description des différents points d'accès aux notices (indices CDU, vedettes-matières, etc.) ;

Logiciel : Le logiciel BUREAU VAN DIJK permet le transfert des notices dans le système local (MS-DOS pour la bibliothèque de l'ENSSIB) ;

Edition : Ed. du Cercle de la Librairie ;

Langue : Français et Anglais ;

Diffusion : CD-ROM Edition & Diffusion, Bureau Van Dijk, Cercle de la Librairie, Européridiques ;

M.A.J. : Trimestrielle ou mensuelle ;

Prix : Ab. annuel : 4 disques à 8 650 FF , 11 disques à 13 600 FF ;

Version : P.C.

Critères d'accès aux notices catalographiques :

* A - Mots du titre et du sous-titre	G - Auteur
* B - Descripteurs de vedettes-matières	H - Collection
C - Mots du résumé	I - Editeur
* D - Index général	* J - Date
E - Mots-clés de DEWEY	K - Prix
F - Table DEWEY	

NB. : les critères précédés d'un astérisque ont été utilisés lors de notre recherche. Nous avons interrogé en français.

Nous avons choisi l'accès "Recherche documentaire" (booléenne) et avons obtenu les résultats suivants :

CRITERES	EQUATIONS	RESULTATS	REF. PERT.	REF. CHOISIES (1)
mots du titre + date	(2)- (BANQUES ET DONNEES) ET (DATE >= 1990) ET (ECONOMIE OU COMMERCIALISATION)	17	1	1
	(3)-(ECONOMIE OU INDUSTRIE) ET (CULTURE OU CULTURELLES)	27	11	4
	(4)-(CINEMA OU THEATRE OU DISQUE OU INFORMATION) ET (DATE >= 1990)	16	7	2
	(5)-(STRATEGIE OU MANAGEMENT) ET (INDUSTRIE ET CULTURE)	0	0	0
descripteurs des vedettes-matières	(ECONOMIE ET CULTURE) ET (DATE <= 1990)	5	2	1
	(ECONOMIE OU MARCHE) ET INFORMATION	49	9	5
	TOTAL APRES TRI DES DOUBLONS	-	-	9

(1) - Le nombre de références choisies est différent du nombre de références pertinentes lorsque le critère DATE n'a pas été pris en compte dans l'équation de recherche. Dans ce cas les références choisies sont celles relatives aux publications récentes, obtenuesnaprès un tri manuel.

(2) - La liste des notices sélectionnées par cette équation comportait des publications dont le titre ne renfermait ni le critère "ECONOMIE", ni le critère "COMMERCIALISATION", alors que la présence d'au moins un de ces concepts dans le titre était indispensable pour que la notice soit sélectionnée. Nous n'avons pu déterminer la cause de cette sélection.

(3) - Ce que nous n'avons pas compris ici c'est qu'en combinant le résultat de l'équation (2) avec le critère DATE, soit (DATE >= 1990) ET (ECONOMIE OU INDUSTRIE) ET (CULTURE OU CULTURELLES), nous avons eu un résultat égal à 118 261 références, résultat qui est en fait le nombre total de notices des documents publiés à partir de 1990 et figurant dans la base. Effectivement, certaines des notices visionnées concernaient des monographies publiées avant 1990. L'hypothèse d'erreur de frappe pendant la formulation de l'équation est à écarter, copie d'écran de la séquence d'interrogation faisant foi. (à revoir)

(4) - Nous n'avons pas inclu ici le critère DATE parce que le nombre de références sélectionnées était petit.

IV 1.2.2- LE CD-ROM BNF (BIBLIOGRAPHIE NATIONALE FRANÇAISE)

Contenu : Références bibliographiques.
Conçu à partir de la banque de données "BN OPALE", "BNF", il réunit sur deux disques 600 000 notices complètes et normalisées de livres entrés par dépôt légal depuis 1970. Ces notices, de format UNIMARC, décrivent les ouvrages, les différents points d'accès et en particulier les formes rejetées (patronymes/pseudonymes) et parallèles des auteurs, des titres uniformes et mots-matières ;

Logiciel : le logiciel OPTI-WARE, OPTI-NET (version Réseau) de la Société ONLINE COMPUTER SYSTEMS, permet le transfert des notices (Norme ISO 2709) dans le système local ;

Diffusion : Chadwyck Headley France, Europériodiques, Faxon ;

Edition : Bibliothèque Nationale ;

Langue : Français et Anglais ;

M.A.J. : Trimestrielle ;

Prix : Ab. annuel : 8 000 FF ;

Version : P.C.

Critères d'accès aux notices catalographiques :

- ti = titre
- ap = auteur personne physique
- at = auteur-titre
- l i= lieu de publication
- co = collection
* mt = mot titre
* ms = mot sujet
- mo = mot collection
- la = langue
- au = auteur
- ac = auteur collectivité
- ed = éditeur/imprimeur
- in = ISBN
- mc = mot notice
- ma = mot auteur
- me = mot éditeur/imprimeur
* an = date de publication
* cs = combiner les recherches

NB. : les critères précédés d'un astérisque sont ceux que nous avons utilisés dans nos équations de recherche.

En utilisant les critères Economie, Culture, Banque de données, Industrie..., nous avons eu à peu près les mêmes résultats que précédemment : du moins les mêmes titres revenaient. Cependant, le résultat le plus insignifiant a été obtenu avec l'équation "Information et Economie", soit 23 références dont une seule satisfaisante bien que déjà sélectionnée ailleurs.

IV 1.2.3- LE CD-ROM CD-THESE N° 2

Contenu : Texte : il s'agit du catalogue des 170 000 thèses universitaires soutenues en France depuis 1972, dans toutes les disciplines ; à partir de 1983 pour les matières médicales;

Logiciel : JOUVE, possibilité de transfert des notices dans le système local ;

Edition : Laser Média ;

Diffusion : Chadwyck Healy France SA ;

M.A.J. : Annuelle ;

Langue : Français ;

Prix Ab. annuel : 3000F ;

Version : P.C.

Critères d'accès aux notices catalographiques :

- Auteur
* Sujet (Thèses postérieures à 1985)
- Aire géographique étudiée
* Année
* Mot du titre
* Domaine d'étude
- Etablissement
- Directeur de recherche.

Nous avons opté pour une interrogation par domaine d'étude, mot du sujet et/ou du titre, le domaine choisi étant celui des Lettres-Sciences Humaines et Sociales. La recherche par domaine d'étude et mot du sujet s'est avérée non fructueuse (voir équation (1) du tableau suivant). D'autres équations de recherche ont été formulées, soit en mode assisté, soit en mode expert, mais ont aussi abouti à des résultats assez maigres :

CRITERES	EQUATIONS	RESULTATS	REF. PERT.	REF. CHOISIES
Domaine d'étude + mot du sujet	(1)-(ART OU ARCHEOLOGIE)	1294	-	-
	(1) ET ECONOMIE	0	0	0
Mots du titre	TIT=ECONOMIE ET TIT= CULTURE	5	3	0
	(TIT=INDUSTRIE* ET TIT=CULTURE*) ET AN >= 1990	18	0	0
	(TIT=CINEMA OU TIT=INFORMATION OU TIT=TELEVISION OU TIT=PRESSE) ET (TIT=ECONOMIE OU TIT=INDUSTRIE OU TIT=MARCHE) ET AN >= 1990	4	3	2
	TOTAL APRES TRI DES DOUBLONS	-	-	2

IV 1.2.4- LE CD-ROM BNB

Contenu : Ce disque renferme la Bibliographie Nationale de la Grande Bretagne, divisées en 3 sections ou bases :

1.- 1950-1976

2.- 1977-1985

3.- 1986-

Langue : Il est interrogeable en français, anglais, allemand et italien. Les notices catalographiques peuvent être présentées sous différents formats dont le MARC, le MARC UTILISATEUR, etc.

Logiciel : Le logiciel d'interrogation permet le transfert des notices sélectionnées dans le système local ;

Critères d'accès aux notices catalographiques :

* mc = mot-clé
- mcc = mot-clé collectivité
- ap = auteur personne physique
- ti = titre
- ed = éditeur
- cns = collectivité sujet
- pd = BLSH
- dc = indice DEWEY
- at = mot sigle auteur/titre
* cs = combiner les recherches
* mt = mot-clé titre
- is = ISBN/ISSN/BNB
- auc = auteur collectivité
- co = titre de collection
- ns = nom de personne sujet
- ts = titre sujet
- lcsh = LCSH
- lc = indice L.C.
- tk = mot sigle titre
* an = date de publication

Nos recherches ont porté évidemment sur la 3e base : 1986-. En utilisant des critères en français, nous arrivions à des résultats presque nuls ; nous avons donc entrepris d'interroger dans deux langues : le français et l'anglais :

REP	QUESTIONS
14	1 - mc = économie
2298	2 - mc = economy
2306	3 - cs = 1 ou cs = 2
2557	4 - mc = cinema
3799	5 - mc = culture
7698	6 - mc = information
o	7 - mc = disque
81	8 - mc = disc
5218	9 - mc = music
369	10 - mc = theater
19403	11 - cs=4 ou cs=5 ou cs=6 ou cs=8 ou cs=9 ou cs=10
55	12 - cs=11 et cs=3
262	13 - an=1995
50045	14 - an=1994

68976	15 - an=1993
119283	16 - cs=13 ou cs=14 ou cs=15
14	17 - cs=16 et cs=12

Les 14 références ont été visionnées et aucune ne s'est révélée réellement pertinente. Peut-être qu'en utilisant d'autres critères comme "Industry" et "Commerce", on serait arrivé à de meilleurs résultats.

IV 2- RECHERCHE SUR LES BANQUES DE DONNEES EN LIGNE

Rassembler l'information économique sur un sujet donné est une tâche laborieuse dans la mesure où l'économie peut être envisagée sous plusieurs aspects : industrie, marché, statistiques, commerce, etc. Tout le problème est de sélectionner dans l'éventail des bases existantes celles les plus susceptibles de fournir une information pertinente factuelle ou statistique, la plus complète possible, et en tenant compte des possibilités d'accès à ces bases.

IV 2.1- CHOIX DES BASES

Pour effectuer la sélection des bases à interroger, nous nous sommes servis des documents suivants :

- Répertoire des banques de données professionnelles : banques et services d'information en ligne 1963-1993. -Paris : ADBS Editions, 1993. -440 p.
  ISSN 1147-7814
  ISBN 2-901046-56-8
  (Localisé à la bibliothèque de l'ENSSIB)

Ce répertoire présente près de 1 800 Services d'Information électroniques de tous pays, à vocation professionnelle ; Entre autres, y sont décrites des banques d'actualité, économiques et de presse.

Les notices descriptives sont présentées dans un classement principal alphabétique des noms des banques. En classement secondaire, on trouve entre autres :

* un index alphabétique des banques de données ;

* un index des banques de données par sujet ;

* un index des banques de données par serveur.

L'index de banques de données indique tous les noms sous lesquels celles-ci ont été répertoriées dans le classement principal, le nom d'une banque pouvant varier d'un serveur à l'autre.

L'index des banques de données par sujet est une liste unique de mots-matières et de termes géographiques permettant de regrouper toutes les bases de données relatives à un sujet précis.

- Documentation sur l'INIST :

* Mieux connaître l'INIST. -[Nancy] : INIST DIFFUSION, 1992.

* Francis. -[Nancy] : INIST DIFFUSION, 1992. -Dépliant.

- Connaissances personnelles sur la composition des fonds documentaires de certaines bibliothèques (ENSSIB, BM PART-DIEU)

- Navigation dans le réseau INTERNET lors des séances de travaux pratiques en Recherche Documentaire Informatisée

Les éléments sus-cités et l'accessibilité aux bases de données que nous avons examinées nous ont amenés à faire les choix suivants :

BASES DE DONNEES	ACCES SERVEUR
FRANCIS	QUESTEL
LORIS	UNIX
OPAC DISPONIBLES SUR INTERNET	GOPHER-TELNET

IV 2.2- DESCRIPTION DES BASES

IV 2.2.1- LA BASE FRANCIS[5]

Cette base constitue un ensemble unique de 1,5 million de références. C'est la plus grande base de données bibliographiques multidisciplinaire couvrant l'essentiel de la littérature mondiale en Sciences Humaines 62,6%, Sociales 33% et Economiques 4,4%. Elle rassemble 19 bases de données spécialisées et multilingues :

- Archéologie 3%
- Art 15%
- Administration (dont Entreprises publiques) 5,5%
- Droit et Informatique 0,6%
- Economie et Gestion 19%
  etc.

- Français 33%
- Anglais 35%
- Espagnol 4%
- Italien 5%
- Allemand 12%
- Autres 11%

Contenu : Références bibliographiques.
Les notices, élaborées par des spécialistes de l'Institut de l'Information Scientifique et Technique (INIST), sont issues du dépouillement de 9 000 titres de périodiques 81%,

5. - "Mieux connaître l'INIST", chiffres au 30/6/92.

d'ouvrages 13,5%, de comptes rendus de congrès 3%, de thèses 1,4% , et de rapports 1,1% ;

Début de la base : 1972, avec un accroissement annuel de 80 000 références en 1991 ;

M.A.J. : Trimestrielle ;

Autres supports : CD-ROM (FRANCIS) géré par le système GTI développé par la Société JOUVE, interrogeable en français et en anglais, en mode assisté et/ou expert ; Bandes magnétiques, disquettes, microfiches ;

Accès serveur : Questel (FRANCIS), l'Européenne des données (pour les seuls fichiers DOGE, ECODOC, ECONOMIE DE L'ENERGIE, RESHUS, SCIENCES DE L'EDUCATION)

accès klosque : Questel (36.29.36.01), en cas de non-attribution de mot de passe ;

Langue d'interrogation de la base : Français et Anglais, (pour 80% de la base).

IV 2.2.2- LA BASE LORIS

Du nom de " l'applicatif bibliothèque" fait à partir du logiciel DORIS (SGBD), la base LORIS qui contient environ 8 000 notices (Octobre 1984), est chargée sur le gros ordinateur IBM de l'ENSSIB.

La recherche dans cette base peut, de prime abord, paraître sans intérêt puisque le but de notre recherche est de repérer des documents pour leur éventuelle acquisition : l'existant dans le fonds documentaire est déjà acquis. Mais, cette recherche est indispensable, l'une des étapes d'un bon processus d'acquisition étant la vérification dans l'existant pour éviter les doublons indésirables ou accidentels. Toutefois, une sélection d'ouvrages pertinents à partir de cette base peut s'avérer utile pour le chercheur non informé de leur existance.

Contenu : Références bibliographiques de monographies, thèses, mémoires, rapports conservés à la bibliothèque ; références des CD-ROM , des vidéodisques et des numéros spéciaux des périodiques ; références des articles repérés dans quelques revues et sélectionnés selon leur intérêt pour les utilisateurs ;

Couverture : les documents décrits sont ceux entrés à la bibliothèque depuis Juin 1991, et, progressivement, les notices de l'ancien fonds (existant avant 1991) sont intégrées dans la base. Pour toute recherche relative à cette période, l'on consultera aussi le ficher papier (qui n'est pas interessant dans le cadre de notre étude, du fait de son ancienneté);

M.A.J. : Permanente ;

Accessibilité : la base est accessible à partir de trois postes d'interrogation répartis vers la bibliothèque de l'ENSSIB. Elle l'est également via le réseau, à partir de tout P.C. doté d'une carte de communication Ethernet, permettant de se connecter au serveur UNIX ;

Logiciel : il permet la capture d'écrans, le téléchargement des notices (WIN QVT) dans le

système local ; les notices sont proposées dans plusieurs formats au choix ;

Interrogation : un choix est offert entre le mode assisté et le mode expert, la recherche monocritère ou multicritère, avec ou sans opérateurs booléens. On peut utiliser l'historique pour des combinaisons complexes d'équations ;

Critères d'accès aux notices catalographiques :

On dispose de 51 924 clés d'index au moins et de 12 critères :

- titre
- auteur
- sujet (liste Rameau et Pascal Infodoc)
- mot-sujet / titre
- date de publication (année)
- titre de collection
- commande (en cours, reçue en traitement)
- indice de classement (DEWEY)
- nom de congrès (collectivité)
- ISBN (permet des recherches par éditeur)
- mot-clé (indexation pascal du centre de documentation)
- Rameau (vedettes Rameau des documents de la bibliothèque)

Notons que certains de ces critères sont des accès secondaires et permettent de ce fait d'affiner une recherche.

IV 2.3.3- LES OPAC DISPONIBLES SUR INTERNET

Nous ne pouvons pas dire grande chose sur la description de ces catalogues car nous n'avons fait que découvrir leur existence en navigant dans le réseau INTERNET. Nous savons toutefois qu'elles renferment des références bibliographiques des catalogues de certaines bibliothèques universitaires américaines, françaises et d'autres pays, et sont accessibles en ligne, notamment par la famille de serveurs GOPHER et/ou les services TELNET, VERONICA, etc.

IV 2.3- ACCESSIBILITE ET INTERROGATION DES BASES

IV 2.3.1- LE SERVEUR QUESTEL-ORBIT

C'est le serveur français le plus important, disponible sur TRANSPAC, avec une couverture encyclopédique assurée par plus de 70 bases de données. L'appellation QUESTEL-ORBIT résulte du rachat, depuis un an, de la société américaine ORBIT par QUESTEL.

Il nous a été offert d'interroger sur QUESTEL à l'URFIST (Bibliothèque de l'Unuversité de Lyon I) avec "l'assistance technique" du Professeur Jean-Pierre Lardy. Précisons que c'est plutôt ce dernier qui est passé aux commandes ; nous avons juste été consultés sur certains choix. C'est dans la matinée que nous avions eu la formation sur le serveur QUESTEL ; nous ne disposions donc pas d'une expérience suffisante sur sa manipulation. Cela a en fait obligé le professeur à passer personnellement aux commandes ; autrement, nous aurions perdu beaucoup de temps dans des hésitations.

Une autre difficulté a été le fait que nous tâtonnions encore sur les mots-clés à retenir, voire même les bases à interroger, ce qui a ralenti la recherche et diminué le temps imparti aux uns et aux autres.

En ce qui nous concerne particulièrement, la vaste étendue du domaine couvert par notre sujet "Economie de la culture" n'a pas été sans provoquer un sentiment d'impatience compte tenu du nombre de personnes à servir, dans une période de temps très limitée : environ 2 heures pour tous les élèves.

Compte tenu de ce qui précède, nous avons interrogé uniquement la base FRANCIS :

```
hi

 Base : FRANCIS

 Qu. Reponses
  1    39030  /DE COMMERCE OU STATISTIQUE OU INDUSTRIE OU FREQUENTATION OU
PR
           ODUCTION OU CONSOMMATION
  2        8  CINEMA ET  1 ET /DP>1989
  3        3  THEATRE ET  1 ET /DP>1989
  4       11  MUSIQUE ET  1 ET /DP>1989
  5        1  PHONOGRAMME? ET  1 ET /DP>1989
  6        0  (CD AV AUDIO) ET  1 ET /DP>1989
  7        3  CD ET  1 ET /DP>1989
  8        8  PRESSE ET  1 ET /DP>1989
  9       19  TELEVISION ET  1 ET /DP>1989
 10     2003  RADIO OU RADIODIFFUSION
 11        6  10 ET  1 ET /DP>1989
 12        2  DANSE ET  1 ET /DP>1989
 13       44  LIVRE? ET  1 ET /DP>1989
 14      135  ART ET  1 ET /DP>1989
 Suite: S / sinon: N

?s

 15       75  ART/DE ET  1 ET /DP>1989
 16       90  2 OU  3 OU  4 OU  5 OU  7 OU  8 OU  9 OU 11 OU 12 OU 13
 17       83  16 ET (FRE/LA OU ENG/LA)

 Question 18

?..ut nl 10000
```

Sur les 83 références capturées, 29 se sont révélées pertinentes, soit un taux 65% de bruit .

Pendant l'interrogation, nous ne disposions pas d'une marge de manoeuvre et d'un temps suffisant pouvant nous permettre de formuler nos équations de recherche en incluant d'autres critères comme "ECONOMIE" et "CULTURE". Nous avions encore une idée confuse des critères à retenir.

IV 2.3.2- LE SERVEUR UNIX

Comme nous l'avons dit plus haut, on peut se connecter au serveur UNIX à partir de tout P.C. de l'ENSSIB pourvu d'une carte de communication Ethernet et, avec WIN QVT, capturer des références sélectionnées au cours d'une recherche bibliographique.

Avec l'aide du personnel de la bibliothèque de l'ENSSIB, nous avons interrogé l'OPAC LORIS de façon à pouvoir utiliser les opérateurs booléens, dans une recherche multicritère suivie du télédéchargement des notices sélectionnées.

Il nous a été impossible de procéder à la capture des notices après avoir utilisé l'historique dans la recherche multicritère : le système s'est révélé défaillant. Après avoir fait de nombreux essais sans plus de succès, toujours avec le personnel de la bibliothèque, nous avons abandonné l'utilisation de l'historique en notant qu'il faudrait y revenir plus tard. L'interrogation s'est donc poursuivie par des combinaisons simples de critères de recherche.

Cependant, nous ne pouvons pas affirmer qu'il s'agissait d'une défaillance certaine et irrémédiable du système ; nous sommes très peu renseignés sur la suppression de certaines fonctions sur les postes de consultation à partir desquels nous avons interrogé. Néanmoins, selon les informations recueillies auprès d'une lectrice, il existerait déjà une nouvelle version 2.2a, qui permet justement de gérer l'historique avec succès dans l'optique des combinaisons complexes d'équations et/ou de manipulation de plusieurs opérateurs booléens à la fois.

Plusieurs équations simples ont donc été formulées, notamment :

ECONOMIE ET CULTURE
ECONOMIE ET INFORMATION
CULTURE ET INDUSTRIE
ECONOMIE ET BANQUE DE DONNEES
CULTURE ET STATISTIQUES
MARCHE ET INFORMATION
COMMERCE ET LIVRE
etc.

et nous avons :

- capturé les 93 notices sélectionnées :

1) Interrogation

2) choix de l'option "vues" et choix de la vue "PUBLIC"

3) ^ p ouvre la fenêtre pour impression

4) choix de l'option "annuler"

Cette dernière option génère automatiquement un fichier de type "SC-" dans le disque dur de l'IBM contenant la base, fichier dans lequel seront copiées toutes les notices sélectionnées par l'équation en cours au moment du choix de l'option "vues".

- récupéré les notices capturées :

1) Passage sous UNIX à partir d'un P.C.

2) Utilisation du logiciel FTP pour effectuer le transfert des fichiers générés précédemment, de l'IBM vers le disque dur du P.C. : commande "Get < NOM FICHIER>"

3) Passage sous DOS et copie des fichiers récupérés sur disquette

4) Nettoyage du disque dur du P.C.

L'examen des notices ainsi capturées a révélé 40 références pertinentes, après un tri manuel des doublons, soit 57% de bruit.

IV 2.3.3- LE SERVEUR GOPHER ET LE SERVICE TELNET

Les ressources disponibles sur le réseau INTERNET sont multiples et dispersées, ce qui complique la tâche aux utilisateurs. Pour permettre à ceux-ci une exploitation plus aisée et rentable de ces ressources, sont apparus des outils de "navigation" et d'orientation dans le réseau.

Dans cet ordre d'idées, GOPHER, développé à l'Université du Minnesota, est un système Client-Serveur qui retrouve des fichiers sur plusieurs serveurs en utilisant le protocole FTP. Le but est de cacher la complexité des différents accès. L'interface utilisateur est de type à menus arborescents. GOPHER a des passerelles vers les autres services d'INTERNET comme FTP, TELNET, WAIS, les répertoires X 5000. Il y a plus de 1 500 serveurs GOPHER et chacun présente ses propres informations et une liste d'autres serveurs GOPHER. Nous nous sommes servis du GOPHER du Centre de Calcul de Grenoble (CICG) qui nous a permis d'accéder aux multiples catalogues de bibliothèques disponibles sur le réseau.

L'utilisation de TELNET nous a permis d'accéder au serveur de l'Université de Pau, à celui de Caen, etc.

Compte tenu du tâtonnement pendant la "navigation" et surtout du fait que nous ne savions pas que nous aurions besoin de l'historique de notre recherche, nous n'avons pas mémorisé cet historique mais, nous avons conservé les critères de recherche utilisés et les champs interrogés :

- Economie
- Industrie
- Statistique
- Commerce
- marché
- Culture
- Archéologie
- Art
- Télévision
- Musique
- Cinéma
- Disque

La recherche a été faite dans les champs Titre, Descripteur, Résumé. Nous avons importé les notices sélectionnées grâce au logiciel WIN QVT, ce qui nous a permis d'analyser les résultats à domicile. Nous n'avons pas fait de limitation de date de publication.

Sur les 146 références capturées, 28 seulement étaient pertinentes, soit 80% de bruit. Cependant, un tri manuel prenant en compte le critère DATE (soit DATE >= 1990) donne 98 références sélectionnées et capturées dont 8 pertinentes, soit 91% de bruit.

Par ailleurs, en parcourant les références sélectionnées, nous avons repéré des doublons. Un examen minutieux des notices concernées a révélé qu'elles étaient identiques mais, parfois à une forme de nom d'auteur près :

Exemple : Une première notice a comme vedette-auteur "FRANCE. Direction de l'Administration Générale et de l'Environnement Culturel" ; une seconde notice a comme vedette-auteur "FRANCE. Direction de l'Administration Générale et de l'Environnement Culturel. Département des Etudes et de la Prospective", le reste du corps des notices étant identique.

IV 2.3.4- SYNTHESE DES RESULTATS

BANQUES DE DONNEES	RESULTATS	REFERENCES VISIONNEES	REFERENCES PERTINENTES	BRUIT
FRANCIS	83	83	29	65%
LORIS	93	93	40	57%
OPAC SUR INTERNET	98	98	8	91%
TOTAL APRES TRI DES DOUBLONS			66	-

IV 2.3.5- ANALYSE DU BRUIT

Comme nous l'avons dit dans la description de notre méthodologie de recherche, nous avons capturé presque toutes les notices sélectionnées par nos équations de recherche. Après impression, nous les avons examinées et, chaque fois que nous avons repéré une référence non pertinente, nous avons systématiquement recherché la cause de sa sélection.

Les constats suivants ont été faits :

1)- Dans le champ "Résumé" des notices rejetées, on retrouve les termes de recherche, utilisés séparément c'est-à-dire dans des champs sémantiques différents, et le plus souvent avec chacun un sens qui n'a rien à voir avec le thème de notre recherche.

Exemple : Extrait du libellé d'un champ "Résumé" d'une notice sélectionnée par l'équation de recherche formulée, mais rejetée pour non pertinence :

"...la **culture** des céréales ... Le développement de l'**économie** de la France..."

Cette notice a été sélectionnée par l'équation de recherche (ECONOMIE OU INDUSTRIE) ET (CULTURE * OU CINEMA).

C'est ainsi qu'en interrogeant les OPAC disponibles sur INTERNET, nous avons eu beaucoup de guides touristiques et d'ouvrages d'histoire dont le champ résumé des notices catalographiques reprenait simplement le sommaire : "... **culture** ; **art** ; **économie**...", alors que les ouvrages eux-mêmes ne traitaient pas particulièrement l'économie de l'art ou de la culture.

2)- Lorsqu'on effectue une recherche multichamp, le logiciel d'interrogation arrive toujours à récupérer une notice inutile en repérant, dans un des nombreux champs, au moins un second critère dont la combinaison avec un premier débouche sur la vérification de l'équation de recherche posée.

Exemple : Avec l'équation (ECONOMIE OU MARCHE) ET (CULTURE), sans limitation de recherche à un champ donné, on aura la notice suivante dans le résultat :

" Auteur : CITRON, Mariane
Titre : Les semences potagères : analyse...
Résumé : Décrit le **marché** français et son organisation...
Descripteur : Légume : **culture**"

Pour la base FRANCIS, des résultats plus sélectifs auraient pu être obtenus en focalisant la recherche sur le champ "Descripteur" (équations 2 à 15). On aurait gagné du temps avec un nombre plus petit de notices capturées à examiner lors des tris manuels, pour ne citer que cet avantage.

- Le bruit dans la base LORIS s'explique surtout avec les résultats des équations "MARCHE ET INFORMATION" et "ECONOMIE ET INFORMATION". En fait, beaucoup d'études théoriques relatives à ce sujet et figurant dans la base ont été indexées sous ces vedettes.

Partant, dans l'ensemble, le fait de n'avoir pas combiner les critères de recherches au moyen d'opérateurs de proximité et / ou de cooccurrence disponibles tels que :

- M ou MOT : proximité sans imposition d'ordre (pour tenir compte des descripteurs à plusieurs termes en anglais) ;

- AV : proximité avec ordre de recherche ;

- CHP : les termes doivent être dans le même champ ;

etc.

est pour beaucoup responsable des taux élevés de bruit que nous avons enregistrés. Une recherche sans ces opérateurs est donc moins efficace, du point de vue pertinence des références sélectionnées, surtout si les critères de recherche sont des expressions toutes faites ou des vedettes-matières composées (Economie de la culture, Industrie du cinéma, Marché du disque, etc.).

D'autre part, l'interrogation sur le champ "Résumé" amplifie le bruit dans la mesure où les termes y sont librement utilisés, leur sens épousant alors le contexte. Il y a de fortes chances

que le document sélectionné ne soit pas pertinent par rapport au sujet sur lequel porte la recherche.

IV 2.3.6- ANALYSE DU SILENCE

Toute chose restant égale par ailleurs, un taux de bruit important garantit une certaine exhaustivité des résultats de recherche. Certes, notre but n'était pas de recencer toutes les publications relatives à l'économie de la culture, mais de repérer ceux qui relatent les faits économiques culturels et / ou en font une synthèse statistique. Faisons remarquer qu'il s'agit donc d'un tri et que celui-ci doit être opéré à partir d'une liste exhaustive pour aboutir à un résultat significatif.

Ce qui précède nous amène à penser qu'un quelconque silence, que nous ne saurons évaluer, se justifierait plutôt par le fait que tous les critères de recherche retenus n'aient pas été employés lors de la formulation des équations en interrogeant les bases FRANCIS et OPAC sur INTERNET. Il aurait fallu exploiter convenablement les thesaurus et préparer soigneusement les équations de recherche.

Un autre problème qui n'est pas directement lié au bruit, mais plutôt à l'exhaustivité des résultats obtenus, par rapport à tout ce qui est publié sur notre sujet, est celui du choix même des bases interrogées. Nous avons la certitude d'être passés à côté des choses fort intéressantes, surtout avec l'ommission de l'interrogation de la base DELPHES, même si le fonds documentaire de la CCI de Lyon s'est révélé riche sur notre sujet. Il reste les travaux très récents et pertinents, signalés ou non, que nous n'avons pas répérés et qui peuvent être nombreux.

IV 3- LOCALISATION ET OBTENTION DES DOCUMENTS PRIMAIRES

Les documents sélectionnés à partir de la base FRANCIS sont disponibles à l'INIST à Nancy, que nous avons eu le privilège de visiter pendant 3 (trois) jours. Les notices catalographiques des documents contiennent des résumés qui nous ont servi pour du contrôle de pertinence.

Pour la base LORIS, le fonds est disponible à la bibliothèque de l'ENSSIB et le personnel est toujours prêt à répondre aux attentes des usagers.

La plupart des références sélectionnées dans les OPAC SUR INTERNET ont été aussi repérées dans les bases précédentes ; le problème d'accès aux documents primaires a donc été contourné.

D'autre part, nous avions au paravent pris des abonnements auprès des bibliothèques universitaires de Lyon I et II, et de la BM de la Part-Dieu. Nous avons pu obtenir certains documents dans le cadre du prêt à domicile, et consulter d'autres sur place, avec possibilité de faire des photocopies (achat de cartes).

Quelques documents repérés au passage dans des librairies ont été purement et simplement achetés.

Par ailleurs, nous avons bénéficié de la consultation sur place des documents primaires de la C.C.I. de Lyon, la photocopie étant payante pour certains soit 4 (quatre) FF la page, et

impossible pour d'autres pour des raisons de confidentialité. Vu leur pertinence, nous en proposons l'acquisition plus loin.

V- SELECTION DES DOCUMENTS : CRITERES DE SELECTION

Notre bibliographie, loin d'être exhaustive pour les raisons que nous avons évoquées en amont, comprendra :

- des titres d'ouvrages qui décrivent l'état de l'industrie, la situation du marché, les stratégies des groupes impliqués dans le processus de production-distribution, et l'action des pouvoirs publics dans la branche (Faits et Chiffres).

- des titres de périodiques fréquemment rencontrés dans les références bibliographiques pertinentes trouvées.

- des articles de journaux jugés très pertinents.

Les titres retenus, soit ils font l'étude de tous les biens culturels ou de quelques uns à la fois, soit alors ils analysent de façon complète l'économie d' un bien culturel donné.

Pour rester fidèle à notre objectif et signaler en même temps les résultats globaux de nos recherches, nous nous sommes efforcés de présenter notre bibliographie en deux listes :

- une liste globale présentant les références jugées plus pertinentes parmi toutes celles que nous avons recensées : LISTE B ;

- une liste plus sélective destinée à répondre aux attentes de notre Directeur de recherche : LISTE A.

Nous avons essayé de classer cette dernière, comme l'a souhaité notre Directeur des travaux, par ordre d'importance. Nous avons tenu compte du degré de pertinence, de l'actualité de la publication et de l'exhaustivité et / ou la profondeur de l'analyse. Mais, ce classement n'est pas très rigoureux parce qu'il aurait fallu accéder à tous les documents primaires proposés pour en étudier le contenu intellectuel, et juger objectivement de leur importance. Néanmoins, en parcourant ceux auxquels nous avons eu accès (la plus grande partie), ou en considérant les contenus des notices catalographiques (titres, descripteurs, résumés) télédéchargées, nous avons fait une ébauche de classement qui ne garantit pas totalement le résultat attendu.

d'autre part, nous n'avons pas cru nécessaire d'exclure de cette liste les documents existant déjà dans le fonds documentaire de l'ENSSIB dans la mesure où ils peuvent être exploités par notre Directeur de travaux.

CONCLUSION

Au regard des résultats obtenus, la recherche manuelle dans le Centre de Documentation de la C.C.I. de Lyon a de loin satisfait nos attentes. Nous avons eu accès aux documents primaires relatifs à différentes études économiques sectorielles du domaine culturel (Audiovisuel, Edition, presse, etc.). En plus, l'exploitation des catalogues de nouveautés éditées par La Documentation Française, qui se réserve l'édition d'une part considérable des publications administratives françaises, a donné des résultats satisfaisants. Ces remarques nous permettent de justifier le fait de ne pas devoir se jeter tout de suite dans des interrogations de banques de données en ligne, lorsqu' on a une recherche bibliographique à effectuer.

Par contre, les résultats de la recherche dans les autres bases de données, à l'exclusion de celle de la bibliothèque de l'E.N.S.S.I.B., montrent une rareté relative d'ouvrages factuels ou de synthèse statistique sur l'économie des biens culturels : la plupart des nombreux titres sélectionnés par les équations de recherche formulées font plutôt une analyse théorique du thème. Sûrement, avec l'interrogation de la base DELPHES, ces résultats auraient été plus significatifs.

En ce qui concerne notre méthodologie de recherche, nous avons pu nous rendre compte de la nécessité d'une bonne préparation de l'interrogation : étude préalable des bases à interroger (structure), thesaurus respectivement utilisés lors de l'indexation (pour un choix adéquat des termes de recherche), langue, etc. C'est l'étape la plus importante et la façon dont elle est menée conditionne le pourcentage du bruit / silence au niveau des résultats de recherche.

Par ailleurs, l'interrogation multichamp incluant le champ "résumé", sans usage d'opérateurs de proximité ou de cooccurrence dans des descripteurs composés (à plusieurs termes) est source de bruit. En fait, il existe toujours dans ce cas une probabilité forte d'apparition des termes de recherche de façon dispersée dans les nombreux champs interrogés.

Partant, nous aurons beaucoup appris, non seulement pour pouvoir mener à bien des recherches bibliographiques ultérieurs, mais aussi pour accorder une attention particulière au travail de conception et création de bases de données que certains seront appelés à faire dans la vie active, et à la délicate tâche d'indexation de documents, de confection éventuelle de thesaurus et / ou listes d'autorité (auteurs). Ces facteurs conditionnent la bonne exploitation d'une base de données.

Pour revenir au but principal de la présente recherche, une sélection de titres à partir de la liste proposée (Liste A), éventuellement complétée par une interrogation de la base DELPHES (Serveur DIALOG ou à la C.C.I. de Lyon (payant)), est de nature à permettre la constitution d'un fonds documentaire pertinent et à jour pour le chercheur intéressé par les statistiques et faits économiques du secteur culturel.

BIBLIOGRAPHIE

LISTE A : SELECTIVE

CULTURE

1.- CARDONA, J. ; LACROIX, C.
Chiffres clés 1994 : statistiques de la culture. Paris : La Documentation française, 1995. 150 p. ISBN 2-11-003262-6. (voir Bib. ENSSIB).

2.- CARDONA, J. ; LACROIX, C.
Chiffres clés 1993 : statistiques de la culture. Paris : La Documentation française, 1993. 135 p. ISBN 2-11-002985-4. (voir Bib. ENSSIB).

3. - FARCHY, J. ; SAGOT-DUVAUROUX, D.
Economie des politiques culturelles. Paris : PUF, c1994. 183 p. ISBN 2-13-045803-3. (voir Bib. ENSSIB).

4.- HERSCOVICI, A.
Economie de la culture et de la communication : éléments pour une analyse... [Paris] : Harmattan, 1994. 267 p. (voir Bib. ENSSIB).

5.- GROYS, B.
Du nouveau : essai d'économie culturelle. Trad. de l'allemand par André Gunthert, J. Chambon. 1994. 250 p. ISBN 2-87711-115-6.

6.- MERMET, G.
Francoscopie 1995. Qui sont les Français ? 6 ème éd. [Paris] : Larousse, 1994. 436 p. Annuaire.(Domaine : Economie France, dont Média, Télévision, Cinéma, Musique et Presse. Voir CCI de Lyon).

7.- ROUET, F. ; DUPIN, X.
Le soutien public aux industries culturelles en Europe et au Canada : rapport final de l'enquête menée en 1988-1989... Paris : La Documentation Française, 1991. ISBN 2-11-002546-8. (voir Bib. ENSSIB).

8.- SIRINELLI, P.
Industries culturelles et nouvelles techniques : rapport de la commission présidée par Pierre Sirinelli. Ed. par le Ministère de la culture et de la Francophonie. Paris : La Documentation Française, 1994. ISBN 2-909717-17-8. (voir Bib. ENSSIB).

INFORMATION-BASES ET BANQUES DE DONNEES

1.- **ORGANIZATION FOR ECONOMIC COOPERATION AND DEVELOPMENT. Committee for information, computer.**
Les aspects économiques et commerciaux du marché des bases de données informatisées. [Etude réal. par Lydia Arossa]. [s. l.] : OCDE, 1993. 237 p. (voir Bib. ENSSIB).

2.- **BLANQUET, M.-F.**
L'industrie de l'information : l'offre et la demande. Paris : ESF, 1992. 239p. ISBN 2-7101-0960-3. (voir Bib. ENSSIB).

3.- **COMMUNAUTES EUROPEENNES. Direction Générale des Télécommunications, Industries de l'Information et Innovation.**
Principaux évènements et développements sur le marché des services d'information électroniques : rapport annuel 1992. CCE-DG XIII, 1993. (voir Bib. ENSSIB).

4. Rapport annuel de l'observatoire du marché de l'information. [s. l.] : IMO impact DG XIII-E., 1993. (voir Bib. ENSSIB).

5.- **MALLET-POUJOL, N.**
Commercialisation des banques de données. [s. l.] :CNRS Editions, 1993. 754 p. ISBN 2-271-05103-7. (voir Bib. ENSSIB).

6.- **FRANCE. Observatoire Juridique des Technologies de l'Information**
Commercialisation des données publiques. Paris : La Documentation Française, 1992. 96 p. ISBN 2-11-003021-6. (voir Bib. ENSSIB).

7.- **MAYER, R.**
Construire un marché européen de l'information. [s. l. : s. n.], 1994. Rapport. (voir Bib. ENSSIB).

8.- Marchés de l'information documentaire (Les). éd. par Jacques Treffel. Sous la dir. d'Alain Vuillemin. [Paris] : Association Française des Documentalistes et des Bibliothécaires Spécialisés, 1991. ISBN 2-901046-37-1. (voir Bib. ENSSIB).

9.- **RIBAULT, T.**
Le point sur les marchés de l'information : l'apprréhendé et l'appréhendable. Collection *Réseaux / CNET,* 1992, n° 56, p. 177-187. (voir Bib. ENSSIB).

10.- **RIBAULT, T.**
Les pouvoirs publics japonais et l'industrie des banques de données. Collection *Documentaliste Sciences de l'Information,* 1992, vol. 29, n° 4-5, p. 192-197. (voir Bib. ENSSIB).

ART-ARCHEOLOGIE-MUSEE-THEATRE-MONUMENTS HISTORIQUES

1.- **ROUGET, B. , *et al.***
Le marché de l'art contemporain en France, prix et stratégie. Paris : Documentation Française, 1991. (voir Bib. ENSSIB).

2.- Le marché de l'art contemporain. *Problèmes économiques*, 1992, n° 2301.

3.- FRANCE. Observatoire des mouvements internationaux d'oeuvres d'art
Les conditions du développement du marché de l'art en France : analyse et propositions, rapport au ministre de l'Education Nationale et de la Culture; [Paris] : Documentation française, 1994. 134 p. ISSN 0981-3764 ; ISBN 2-11-003086-0.

4.- LEROY, D.
Economie des arts du spectacle vivant : essais sur la relation entre l'économie et l'esthétique. Préface de Henri Bartoli. [Paris] : Harmattan, c1992. (voir Bib. ENSSIB).

5.- GREFFE, X.
La valeur économique du patrimoine, la demande et l'offre des monuments. [Paris] : Economica, 1990. vi-253 p. (voir Bib. ENSSIB).

6.- BAYART, D. ; BENGHOZI, P.-J.
Le tournant commercial des musées en France et à l'étranger. Paris : La Documentation française, 1993.

7.- FERAL, J.
La culture contre l'art : essai d'économie politique du théâtre. [s. l.] : Presse Universitaire du Quebec, 1990. 341 p. ISBN 2-7605-0565-0.

MUSIQUE

1.- CINIFFI, A
Les instruments de musique. 2 ème éd. [s. l.] : PRECEPTA, 1993. Profils sectoriels.

(Marché français par produit ; une étude du secteur avec ses données, ses tendances, sa place dans l'industrie et son évolution, le commerce extérieur, la demande, les industries du secteur et leurs performences. Les sources de documentation. En annexe : données-clés de l'économie française. voir CCI de Lyon).

2.- DILLAZ, S.
Diffusion et propagation chansonnière au XIXeme siècle = Song diffusion and song propagation during the 19th century. IN l'édition populaire, *Romentisme*, FRA, 1993, n° 80, p. 57-66. ISSN 0048-8593.

(l'auteur retrace l'évolution notable que connaît la chanson au cours du XIX siècle, à la fois dans ses modes de diffusion et dans son économie traditionnelle de représentation. Voir INIST).

3.- LEYMARIE, I.
Le retour aux sources : rock, reggae, rai, rap. IN Musiques, *Cahiers de l'IFOREP* (les) (Institut de Formation, de Recherche et de Promotion), FRA, 1991, n° 64, p. 20-33. ISSN 0339-8080. (voir INIST).

DISQUE-PHONOGRAMME

1.- LEGOUPIL, D.
Disques, cassettes (audio - vidéo). [s. l.] : ACFCI-CEDOC, 1994, 46 p. (voir CCI de Lyon).

2.- CLAUSE, L. ; PICHON, A. ; DELBECQ, D.
CD-ROM superstar : aujourd'hui, les ventes explosent ; bientôt, dans toutes les librairies ; demain, 5 gigas sur un seul disque. IN *Science et vie micro*, Mars 1995, n° 125, p. 72-84. (voir Bib. ENSSIB).

3.- L'Industrie phonographique : le choc des compacts disques. [Paris] : SESSI, Avril 1991.

AUDIOVISUEL : TELEVISION-CINEMA-RADIODIFFUSION-MEDIA-VIDEO

Audiovisuel :

1.- OBSERVATOIRE EUROPEEN DE L'AUDIOVISUEL
L'Europe audiovisuelle en chiffres : annuaire statistique 1994-1995. Conseil de l'Europe, 1995. 28 p. ISBN 92-871-2661-5.

(Unique en Europe, cet annuaire recence les chiffres-clés et données statistiques les plus récentes du marché audiovisuel européen (33 pays)).

2.- CLUZEL, J.
Rapport d'information sur la situation et les perspectives de la presse française et de la production audiovisuelle à la veille du marché unique européen. SENAT, 1992. (voir CCI de Lyon).

3.- CANIFFI, A.
L'électronique grand public. 2 ème éd. [s. l.] : PERCEPTA, 1993. Profils sectoriels.

(Matériel audiovisuel, Radiorécepteur, Autoradio, Marché français par produit Téléviseur, Chaine haute-fidélité ; une étude du secteur avec : ses données, ses tendances, sa place dans l'industrie et son évolution, le commerce extérieur, la demande, les industries du secteur et leurs performances. Les sources de documentation. En annexe : données-clés de l'économie française. Voir CCI de Lyon).

4.- L'industrie audiovisuelle face à la récession. *Problèmes économiques*, 1993, n° 2323.

5.- BERTHIAUME, M. , ***et al.***
Le rôle des nouveaux supports de diffusion (cables, satellites) dans la construction d'une Europe audiovisuelle. [Sous la dir. de] J. Boutet. *Rapport de séminaire*, Décembre 1990, 30 p. (voir INIST).

Télé-ciné-radio-vidéo

6.- INA ; CNC ; CSA, ***et al.***
Indicateurs statistiques de l'audiovisuel : cinéma, télévision, vidéo. 2 ème éd. Paris : La Documentation Française, 1994. 286 p. Annuaire. ISBN 2-11-003067-4.

7.- TRECUL, S.
Production des films. [s. l.] : PRECEPTA, 1994. Profils sectoriels.(Même sommaire que les études sectorielles précédentes . Voir CCI de Lyon).

8.- TRECUL, S.
La gestion des salles de cinéma. 2 ème éd. [s. l.] : PRECEPTA, 1993. Profils sectoriels. (Même sommaire. Voir CCI de Lyon).

9.- CANIFFI, A.
La radio-télévision. 3 ème éd. [s. l.] : PRECEPTA, 1994. Profils sectoriels. (Même sommaire. Voir CCI de Lyon).

10.- Les industries de la communication : Cinema et vidéo. [s. l.] : Les Editions de l'Information d'Entreprise, 1994. Tome 4. (voir CCI de Lyon).

11.- INA ; CSA
Les chiffres clés de la radio : France 1993. Paris : La Documentation Française, 1994. 176 p. ISBN 2-86938-086-0.

12.- PARACUELLOS, J.-C.
La télévision : cléfs d'une économie invisible. Préface par Henri Pigeat. *Notes et études documentaires*,1993, n° 4974. Paris : La Documentation Française, 1993. 230 p. ISBN 2-11-003010-0.

13.- CHAPARNAUD, L.
La demande des biens culturels : application au cas de la télévision. Sous la direction de Teboul R. 527 p. Th. doct. : Sci. Eco. : AIX-Marseille 2 : 1993. (voir INIST).

14.- FARCHY, J.
Le cinéma se déchaîne : mutation d'une industrie. [s. l.] : Presses du CNRS, 1992.

15.- INA ; CNC ; CNS
Les chiffres-clés de la télévision et du cinéma français : 1991. Paris : La Documentation française, 1993. ISBN 2-86938-071-2.

16.- INA
Les chiffres clés de la télévision en Europe. *Dossiers de l'Audiovisuel*, 1991, n° 34, 64 p. (voir aussi La Documentation Française).

LIVRE-BIBLIOTHEQUE-EDITION-PRESSE-IMPRESSION

1.- ROUET, F.
Economie du livre. Paris : La Documentation Française, 1993. (voir Bib. ENSSIB).

2.- MIMON, M.
Librairies et groupements de libraires en Europe. [Paris] : Cercle de la Librairie, 1993. (voir Bib. ENSSIB).

3.- Distribution du livre en France. [s. l.] : DAFSA. 1994. (voir Bib. ENSSIB).

4.- Etude sur l'économie des bibliothèques dans la CEE. [s. l.] : DG XIII, 1994. (voir Bib. ENSSIB).

5.- **FRANCE. Direction du Livre et de la Culture**
Bibliothèques municipales : données 1990. [Paris] : Ministère de la Culture et de la Communication, 1993. 158 p. (voir Bib. ENSSIB).

6.- **CLUZEL, J.**
Rapport d'information sur la situation et les perspectives de la presse française et de la production audiovisuelle à la veille du marché unique européen. SENAT, 1992. (ouvrage également signalé sous la rubrique "Audiovisuel").

7.- **ROUET, F.**
Le livre : mutations d'une industrie culturelle. *Notes et études documentaires*, FRA, c1992, n° 4959-4960, 14-15, 272 p. ISSN 0029-4004. Paris : La Documentation Française, 1993. ISBN 2-11-002815-7. (voir Bib. ENSSIB).

8.- **GUILLOU, D. ; MARUANI, L.**
Les stratégies des grands groupes d'édition : analyse et perspectives. *Cahier de l'economie du livre*, n° HS 1. [Paris] : Cercle de la librairie, c1991. viii- 241 p. (voir Bib. ENSSIB).

9.- **BOUVAIST, J.-M.**
Crise et mutation dans l'édition française. *Les cahiers de l'économie du livre*, 1993, n° HS 3. (voir Bib. ENSSIB).

10.- **DUCARROIR, E.**
Evolution de la diffusion des quotidiens et principaux périodiques français de 1990 à 1991. *Médias puvoirs*, 1992, n° 28.

11.- **NIKOLOPOULOU, H.**
Marche de métier, mutations technologiques et compromis contractuels : le cas de la presse quotidienne parisienne. Th. doct. : Sociologie : Paris 7 : 1991.

12.- **EUROPE STRATEGIE ANALYSE FINANCIERE**
Autre imprimerie, labeur. Paris : Eurostaf, 1994. 81 p. (*PME Scope*, ISSN 1167-5241).

13.- **BOUVAIST, J.-M.**
Stratégie de résistance et de développement des PME de l'édition française. Cercle de la librairie. *Cahier de l'économie du livre*, 1993, n° HS 3.

PERIODIQUES

- Cahiers de l'économie du livre
- CNC Info
- Dossiers de l'audiovisuel
- Notes et études documentaires.

LISTE B : GENERALE

CULTURE

-BENGHOZI, P.-J. ; SAGOT-DUVAUROUX, D.
Les économies de la culture. Collection *Réseaux / CNET*, 1994, n° 68,p. 107-130.

- CARDONA, J. ; LACROIX, C.
Chiffres clés 1994 : statistiques de la culture. Paris : La Documentation française, 1995. 150 p. ISBN 2-11-003262-6.

- CARDONA, J. ; LACROIX, C.
Chiffres clés 1993 : statistiques de la culture. Paris : La Documentation française, 1993. 135 p. ISBN 2-11-002985-4.

- De l'ère de la subvention au nouveau libéralisme. Ed. by Dupuis Xavier. 1990. 380 p. ISBN 2-11-002437-2.

- HERSCOVICI, A.
Economie de la culture et de la communication : éléments pour une analyse... [Paris] : Harmattan, 1994. 267 p.

- FARCHY, J. ; SAGOT-DUVAUROUX, D.
Economie des politiques culturelles. Paris : PUF, c1994. 183 p. ISBN 2-13-045803-3.

- FLICHY, P.
Les industries de l'imaginaire : pour une analyse économique des média. Nouvelle édition. Grenoble : Presse Universitaire de Grenoble, 1991. x-275. ISBN 2-7061-0410-4.

- GROYS, B.
Du nouveau : essai d'économie culturelle. Trad. de l'allemand par André Gunthert, J. Chambon. 1994. 250 p. ISBN 2-87711-115-6.

- MERMET, G.
Francoscopie 1995. Qui sont les Français ? 6 ème éd. [Paris] : Larousse, 1994. 436 p. Annuaire.

- ROUET, F. ; DUPIN, X.
Le soutien public aux industries culturelles en Europe et au Canada : rapport final de l'enquête menée en 1988-1989... Paris : La Documentation Française, 1991. ISBN 2-11-002546-8.

- SIRINELLI, P.
Industries culturelles et nouvelles techniques : rapport de la commission présidée par Pierre Sirinelli. Ed. par le Ministère de la culture et de la Francophonie. Paris : La Documentation Française, 1994. ISBN 2-909717-17-8.

- UNIVERSITE DU QUEBEC. Télé-université
Les industries de la culture et de la communication au Quebec et au Canada. Sous la dir. de Gaëtan Tremblay. [s. l.] : Presses de l'Université du Quebec, 1990. 428p. ISBN 2-7605-0589-8 ; ISBN 2-7624-0169-0.

INFORMATION-BASES ET BANQUES DE DONNEES

- Les aspects économiques et commerciaux du marché des bases de données informatisées. Paris : OCDE, 1993. 237 p. ISBN 92-64-23814-X.

- BLANQUET, M.-F.
L'industrie de l'information : l'offre et la demande. Paris : ESF, 1992. 239p. ISBN 2-7101-0960-3.

- COMMUNAUTES EUROPEENNES. Direction Générale des Télécommunications, Industries de l'Information et Innovation.
Principaux évènements et développements sur le marché des services d'information électroniques : rapport annuel 1992. CCE-DG XIII, 1993.

- ELIAS, A. W. ; UNRUH, B.
Economics of database production. [S. l.] : National Federation of Abstracting and Information Services, 1990.

- FRANCE. Observatoire Juridique des technologies de l'Information
Commercialisation des données publiques. Paris : La Documentation Française, 1992. 96 p. ISBN 2-11-003021-6.

- FRERK, G. ; SCHWUCHOW, W.
The provision of electronic business information services in Germany : a structural analysis on the market. Collection *ASLIB*, 1991, vol. 19, n° 11-12, p. 394-396.

- MALLET-POUJOL, N.
Commercialisation des banques de données. [s. l.] :CNRS Editions, 1993. 754 p. ISBN 2-271-05103-7.

- Marchés de l'information documentaire (Les). Prés. par Jacques Treffel. Sous la dir. d'Alain Vuillemin. [Paris] : Association Française des Documentalistes et des Bibliothécaires Spécialisés, 1991.

- MAYER, R.
Construire un marché européen de l'information. [s. l. : s. n.], 1994.

- ORGANIZATION FOR ECONOMIC COOPERATION AND DEVELOPMENT. Committee for information, computer.
Les aspects économiques et commerciaux du marché des bases de données informatisées. [Etude réal. par Lydia Arossa]. [s. l.] : OCDE, 1994.

- Rapport annuel de l'observatoire du marché de l'information. [s. l.] : IMO impact DG XIII-E., 1993.

- **RIBAULT, T.**
Economie de l'information : approche patrimoniale. Paris : A JOUR, 1993. 368 p. ISBN 2-903685-45-2.

- **RIBAULT, T.**
Le point sur les marchés de l'information : l'apprréhendé et l'appréhendable. Collection *Réseaux / CNET,* 1992, n° 56, p. 177-187.

- **RIBAULT, T.**
Les pouvoirs publics japonais et l'industrie des banques de données. Collection *Documentaliste Sciences de l'Information*, 1992, vol. 29, n° 4-5, p. 192-197.

ART-ARCHEOLOGIE-MUSEE-THEATRE-MONUMENTS HISTORIQUES

- **BAYART, D. ; BENGHOZI, P.-J.**
Le tournant commercial des musées en France et à l'étranger. Paris : La Documentation française, 1993.

- **FERAL, J.**
La culture contre l'art : essai d'économie politique du théâtre. [s. l.] : Presse Universitaire du Quebec, 1990. 341 p. ISBN 2-7605-0565-0.

- **FRANCE. Observatoire des mouvements internationaux d'oeuvres d'art**
Les conditions du développement du marché de l'art en France : analyse et propositions, rapport au ministre de l'Education Nationale et de la Culture; [Paris] : Documentation française, 1994. 134 p. ISSN 0981-3764 ; ISBN 2-11-003086-0.

- **GREFFE, X.**
La valeur économique du patrimoine, la demande et l'offre des monuments. [s. l.] : Anthropos, 1990.

- **LEROY, D.**
Economie des arts du spectacle vivant : essais sur la relation entre l'économie et l'esthétique. Préface de Henri Bartoli. [Paris] : Harmattan, c1992.

- Le marché de l'art contemporain. *Problèmes économiques*, 1992, n° 2301.

- **POMMEREHNE, W. ; FREY, B.**
La culture a-t-elle un prix ? : essai sur l'économie de l'art. [Paris] : Plon, c1993. ISBN 2-259-02689-3.

- **ROUGET, B. , *et al.***
Le marché de l'art contemporain en France, prix et stratégie. Paris : Documentation Française, 1991.

MUSIQUE

- **CINIFFI, A**
Les instruments de musique. 2 ème éd. [s. l.] : PRECEPTA, 1993. Profils sectoriels.

- **DILLAZ, S.**
Diffusion et propagation chansonnière au XIXeme siècle = Song diffusion and song propagation during the 19th century. IN l'édition populaire, *Romentisme*, FRA, 1993, n° 80, p. 57-66. ISSN 0048-8593.

- **KURKELA, V.**
Deregulation of popular music in the european post-communist countries : business, identity and cultural collage. *World of music* (wilhelmsaven), 1993, vol.35, n° 3, p. 80-106. ISSN 0043-8774.

DISQUE-PHONOGRAMME

- **CLAUSE, L. ; PICHON, A. ; DELBECQ, D.**
CD-ROM superstar : aujourd'hui, les ventes explosent ; bientôt, dans toutes les librairies ; demain, 5 gigas sur un seul disque. IN *Science et vie micro*, Mars 1995, n° 125, p. 72-84.

- L'Industrie phonographique : le choc des compacts disques. [Paris] : SESSI, Avril 1991.

- **LEGOUPIL, D.**
Disques, cassettes (audio - vidéo). [s. l.] : ACFCI-CEDOC, 1994, 46 p.

AUDIOVISUEL : TELEVISION-CINEMA-RADIODIFFUSION-MEDIA-VIDEO

- **AMIEL, V.**
Images publiques et consommation privée : un nouvel âge télévisuel ? = Public image and private consumption. *Esprit,*FRA, 1993, n° 188, p. 49-53. ISSN 0014-0759.

- **BANKS, M.**
La vie existait-elle avant la télévision. IN Antropologie visuelle. *Journal des antropologues,* FRA, 1992, n° 47-48, spec., p. 39-47.

- **BERTHIAUME, M. , *et al.***
Le rôle des nouveaux supports de diffusion (cables, satellites) dans la construction d'une Europe audiovisuelle. [Sous la dir. de] J. Boutet. *Rapport de séminaire,* Décembre 1990, 30 p.

- **CADIN, D. ; GUILLOT, S.**
La France des services, résultats 1992-1993. 2 ème éd. [Paris] : Ministère des Entreprises et du Développement Economique, 1994. 144 p. Annuaire.

- **CANIFFI, A.**
L'électronique grand public. 2 ème éd. [s. l.] : PERCEPTA, 1993. Profils sectoriels.

- **CANIFFI, A.**
La radio-télévision. 3 ème éd. [s. l.] : PRECEPTA, 1994. Profils sectoriels.

- **CHAPARNAUD, L.**
La demande des biens culturels : application au cas de la télévision. Sous la direction de Teboul R. 527 p. Th. doct. : Sci. Eco. : AIX-Marseille 2 : 1993.

- **CLUZEL, J.**
Rapport d'information sur la situation et les perspectives de la presse et de la production audiovisuelle.*Journal officiel Senat Debats Parlementaires Compte Rendu*, FRA, Juin 1994, n° 514, 196 p.

- **FANSTEN, M.**
L'industrie française des programmes de télévision : situation et perspectives du secteur à l'automne 1991 : mission sur l'observation conjoncturelle de l'industrie des programmes audiovisuels... Paris : Ministère de la Communication, 1991.

- **FARCHY, J.**
Le cinéma se déchaîne : mutation d'une industrie. [s. l.] : Presses du CNRS, 1992.

- **INA**
Les chiffres clés de la télévision en Europe. *Dossiers de l'Audiovisuel*, 1991, n° 34, 64 p.

- **INA ; CNC ; CNS**
Les chiffres-clés de la télévision et du cinéma français : 1991. Paris : La Documentation française, 1993. ISBN 2-86938-071-2.

- **INA ; CNC ; CSA, *et al.***
Indicateurs statistiques de l'audiovisuel : cinéma, télévision, vidéo. 2 ème éd. Paris : La Documentation Française, 1994. 286 p. Annuaire. ISBN 2-11-003067-4.

- **INA ; CSA**
Les chiffres clés de la radio : France 1993. Paris : La Documentation Française, 1994. 176 p. ISBN 2-86938-086-0.

- L'industrie audiovisuelle face à la récession. *Problèmes économiques*, 1993, n° 2323.

- Les industries de la communication : Cinema et vidéo. [s. l.] : Les Editions de l'Information d'Entreprise, 1994. Tome 4.

- **PARACUELLOS, J.-C.**
La télévision : cléfs d'une économie invisible. Préface par Henri Pigeat. *Notes et études documentaires*, 1993, n° 4974. Paris : La Documentation Française, 1993. 230 p. ISBN 2-11-003010-0.

- **OBSERVATOIRE EUROPEEN DE L'AUDIOVISUEL**
L'Europe audiovisuelle en chiffres : annuaire statistique 1994-1995. Conseil de l'Europe, 1995. 28 p. ISBN 92-871-2661-5.

(Unique en Europe, cet annuaire recence les chiffres-clés et données statistiques les plus récentes du marché audiovisuel européen (33 pays)).

- TRECUL, S.
La gestion des salles de cinéma. 2 ème éd. [s. l.] : PRECEPTA, 1993. Profils sectoriels;

- TRECUL, S.
Production des films. [s. l.] : PRECEPTA, 1994. Profils sectoriels.

LIVRE-BIBLIOTHEQUE-EDITION-PRESSE-IMPRESSION

- BARUCH, M. O.
Edition d'art et musées : rapport remis à Mr le Directeur du livre et de la lecture. DLL, 1993. 75 p.

- BERTRAND, J.R.
Diffusion de la presse quotidienne au Quebec in Amerique du Nord. *Norois*, FRA, 1991, vol. 38, n° 150, p. 159-172. ISSN 0029-182 X.

- BONNASSIEUX, M. P. , ***et al.***
Les bestsellers et leurs lecteurs. *Communication Information*, CAN, 1991, vol. 12, n° 1, p. 75-100. ISSN 0382-7798.

- BORDELET, A.
De nouvelles opportunités pour les éditeurs dans le marché des services d'information. Collection *Bases*, 1993, n° 83, p. 1-2.

- BOUVAIST, J.-M.
Crise et mutation dans l'édition française. *Les cahiers de l'économie du livre*, 1993, n° HS 3.

- BOUVAIST, J.-M.
Stratégie de résistance et de développement des PME de l'édition française. Cercle de la librairie. *Cahier de l'économie du livre,*1993, n° HS 3.

- CHARTIER, A.-M. , ***et al.***
La lecture publique entre discours et pratiques. IN Lecture et bibliothèques. *Esprit*, 1991, n° 3-4, p. 104-115. ISSN 0014-0759.

- CLUZEL, J.
Rapport d'information sur la situation et les perspectives de la presse française et de la production audiovisuelle à la veille du marché unique européen. SENAT, 1992.

- Distribution du livre en France. [s. l.] : DAFSA. 1994.

- DUCARROIR, E.
Evolution de la diffusion des quotidiens et principaux périodiques français de 1990 à 1991. *Médias puvoirs,* 1992, n° 28.

- DUIJX, A. ; VANREES, C. J. ; VERDAASDONK, H.
Choice behavior of purchasers and borrowers of books in choice behavior towards books. *Poetics*, NLD, 1991, vol. 20, n° 5-6, p. 439-469. ISSN 0304-422 X.
- Etude sur l'économie des bibliothèques dans la CEE. [s. l.] : DG XIII, 1994. (voir Bib. ENSSIB).

- EUROPE STRATEGIE ANALYSE FINANCIERE
Autre imprimerie, labeur. Paris : Eurostaf, 1994. 81 p. (*PME Scope*, ISSN 1167-5241).

- FRANCE. Direction du Livre et de la Culture
Bibliothèques municipales : données 1990. [Paris] : Ministère de la Culture et de la Communication, 1993. 158 p.

- FRANCE. Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire
Traits fondamentaux du système industriel français. [Rapport réd. par] R. Quivaux. Paris, Avril 1990.

- GUILLOU, D. ; MARUANI, L.
Les stratégies des grands groupes d'édition : analyse et perspectives. *Cahier de l'economie du livre*, n° HS 1. [Paris] : Cercle de la librairie, c1991. viii- 241 p.

- HOFFMANN, G.
About being about the renaissance : bestsellers and booksellers, *Journal of medieval and renaissance studies*, 1992, vol. 22, n° 1, p. 75-88. ISSN 0047-2573.

- MIMON, M.
Librairies et groupements de libraires en Europe. [Paris] : Cercle de la Librairie, 1993.

- NIKOLOPOULOU, H.
Marche de métier, mutations technologiques et compromis contractuels : le cas de la presse quotidienne parisienne. Th. doct. : Sociologie : Paris 7 : 1991.

- La presse fait ses comptes : bonnes et mauvaises nouvelles. Paris : SESSI, *le 4 pages,* Mars 1992, n° 3.

- The publishing industry. *Media, culture & society*, GBR, 1993, vol. 15, n° 2, p. 163-251. ISSN 0163-4437.

- ROUET, F.
Economie du livre. Paris : La Documentation Française, 1993.

- ROUET, F.
Le livre : mutations d'une industrie culturelle. *Notes et études documentaires*, FRA, c1992, n° 4959-4960, 14-15, 272 p. ISSN 0029-4004. Paris : La Documentation Française, 1993. ISBN 2-11-002815-7

- WONGA AHANDA, A.
Le marché de la presse étrangère au Cameroun : étude des produits, de leur commercialisation et de leurs consommateurs. Th. Doct. : Sci. de l'Information : Paris 2 : 1990.

GLOSSAIRE

CCI : hambre de Commerce et d'Industrie

CDD : Classification Décimale de Dewey

CDU : Classification Décimale Universelle

CEE : Commission Economique Européenne

CICG : Centre de Calcul de Grenoble

CNC : Centre National de la Cinématographie

CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique

CSA : Conseil Supérieur de l'audiovisuel

CERSI : Centre d'Etudes et de Recherches en Sciences de l'Information

ENSSIB : Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques

FTP : (File Transport protocol) Protocole de base de transfert de fichier

IMO : Observatoire du Marché de l'Information

INA : Institut National de l'Audiovisuel

INIST : Institut National de l'Information Scientifique et Technique

M.A.J. : Mise à jour

OCDE : (Organisation for Economic Cooperation and Development Committee for Information, Computer)

OPAC : (Online Public Access Catalog) Catalogues informatisés de bibliothèques

SESSI : Ministère de l'Industrie, des Postes et Télécommunication et du Commerce Extérieur, Service des Statistiques Industrielles

SGBD : Système de Gestion de Base de Données

TELEDECHARGEMENT : (Downloading) Transfert d'information d'un ordinateur à un autre

TVA : Taxe sur la valeur ajoutée

VA : Valeur ajoutée

ANNEXE 1

PROFILS SECTORIELS : LA PRODUCTION DES FILMS (*DONNEES DE LA PROFESSION EN 1993)*

Chiffres clés : - CA : 19,0 Mrds F (en 1992- Dernières données disponibles)
- 152 films produits
- 2.490 entreprises
- 20.755 salariés

Principales évolutions : - Hausse de 14 % du CA
- Quasi-stabilité du nombre de films produits
- Recul de 17,9 % des films français en première exclusivité
- Augmentation de 14,8 % des dépenses des ménages en valeur

Repères structurels du secteurs :

	élevé	moyen	faible
Nombre de grandes entreprises			x
Nombre de petites entreprises	x		
Concentration industrielle et financière		x	
Diversification des intervenants			x
Internationalisation			x
Pénétration étrangère		x	
Intégration amont			x
Intégration aval			x
Taux de VA moyen	x		
Taux de résultat d'exploitation moyen			x
Taux de résultat net moyen		x	

Poids du CA (19 Mrds) dans l'audiovisuel :

- Radio-Télévision : 60,7 %
- Production de films : 28,7 %
- Distribution de films : 4,8 %
- Salles cinématographiques : 5,7 %

Structure du financement des films d'intiative française en 1993 (Films intégralement français et coproductions à priorité française) :

- Apport des producteurs français : 28,8 %
- Préachats des chaînes de télévision : 25,2 %
- Apports des producteurs extérieurs : 11,0 %
- Aides publiques : 13,2 %
- coproductions des chaînes de télévision 5,6 %
- SOFICA : 5,2 %
- Distributeurs français : 5,1 %
- Autres : 5,9 %

Structure de la distribution en 1993 (en nombre de films) :

- Films français : 37,0 %
- Films américains : 35,1 %
- Autres : 27,9 %

Tendances stratégiques :

POINTS FORTS

La législation française impose aux télévisions de diffuser 60 % d'oeuvres européennes dont 40 % d'oeuvres d'expression originale française, aux heures d'écoute significative. En outre, les télévisions en clair doivent consacrer 3 % de leur CA net à la production de films de cinéma ; et Canal Plus doit investir 20 % de ses ressources totales à l'achat de droits de diffusion d'oeuvres cinématographiques.

A l'issue des négociations du GATT, les systèmes d'aide et de protection européens sont maintenus pour les 5 prochaines années. Par ailleurs, le gouvernement a débloqué pour 1995 une ligne de crédits de 50 M F afin de soutenir les efforts à l'exploitation.

POINTS FAIBLES

Selon un rapport du C.N.C., le taux d'exportation des films français apparaît faible. Ce phénomène est dû certes à la baisse du taux de fréquentation des salles observée dans de nombreux pays, mais également à une implication insuffisante des producteurs français, et à une absence de stratégies commerciales adaptées.

La concurrence des films américains et le caractère aléatoire des sorties en salle nuisent aux professionnels du secteur.

Source : TRECUL, S. *Production de films*. PRECEPTA, Nov. 1994.

ANNEXE 2

PROFILS SECTORIELS : LA RADIO ET LA TELEVISION (*LES DONNEES DE LA PROFESSION EN 1992)*

Chiffres clés : - CA : 39,9 Mrds F
- 761 entreprises
- 29.737 salariés

Principales évolutions : - Hausse de 9,2 % du CA
- Progression des recettes publicitaires au détriment de la presse
- Forte croissance des taux de résultat net d'exploitation
- Baisse des taux d'investissement

Repères structurels du secteur :

	élevé	moyen	faible
Nombre de grandes entreprises		x	
Nombre de petites entreprises	x		
Concentration industrielle et financière	x		
Diversification des investissements		x	
Internationalisation		x	
Place de l'industrie française en Europe		x	
Pénétration étrangère			x
Taux de VA moyen	x		
Taux de résultat d'exploitation moyen	x		
Taux de résultat net moyen	x		

Tendances stratégiques :

POINTS FORTS

D'ici la fin 1995, la diffusion numérique va décupler les possibilités de diffusion des télévisions européennes[6]. Néanmoins, les chaînes doivent faire des efforts importants afin de disposer d'un stock de programmes suffisant pour alimenter les nouveaux canaux disponibles. En effet, dans le cas contraire, ceux-ci pourraient être envahis par des chaînes américaines.

Conscients du potentiel de croissance existant sur le segment de la diffusion par le câble ou par satellite, les chaînes hertziennes orientent leurs investissements vers ces domaines.

Les opérateurs français de radios privées disposent de bonnes perspectives de croissance à l'étranger et notamment en Europe.

---

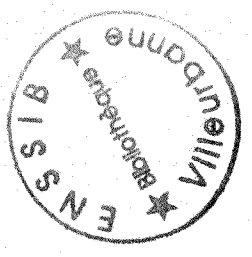
6. - La diversification des programmes est facilité par le passage de la télévision analogique à la télévision numérique. Celle-ci transporte les émissions sous forme de chiffres et permet donc une compression des images. Cette technique assure ainsi la diffusion d'un grand volume d'images à moindre coût. (Etudes PRECEPTA, Groupe DAFSA, Octobre 1994).

POINTS FAIBLES

Les télévisions commerciales sont confrontées à deux contraintes majeures : l'incertitude de leurs recettes publicitaires, d'une part, et l'importance de leurs coûts fixes, d'autre part.

Si, à l'instar des chaînes thématiques, les stations locales ou régionales présentent l'avantage, aux yeux des publicitaires, d'une segmentation plus forte du public touché, environ 90 % des recettes publicitaires radio sont néanmoins destinées aux réseaux nationaux (musicaux et généralistes). Les petites stations doivent se contenter d'un marché local encore peu développé.

Source : CANIFFI, A. *La radio-télévision* . PRECEPTA, Oct. 1994.



BIBLIOTHEQUE DE L'ENSSIB
805083E